Administrer la religion en URSS

Le cas de la Biélorussie et de la Lituanie

AlÉna Lapatniova

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/monderusse/8850>

DOI : 10.4000/monderusse.8850

ISSN : 1777-5388

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 30 décembre 2006

Pagination : 749-780

ISBN : 978-2-7132-2098-2

ISSN : 1252-6576

Référence électronique

AlÉna Lapatniova, « Administrer la religion en URSS », *Cahiers du monde russe* [En ligne], 47/4 | 2006, mis en ligne le 01 janvier 2007, consulté le 02 septembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/8850> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/monderusse.8850>

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=CMR&ID_NUMPUBLIE=CMR_474&ID_ARTICLE=CMR_474_0749

Administrer la religion en URSS. Le cas de la Biélorussie et de la Lituanie

par AlÉna LAPATNIOVA

| Editions de l'EHESS | *Cahiers du monde russe*

2006/4 - Vol 47

ISSN 1252-6576 | ISBN 9782713220982 | pages 749 à 780

Pour citer cet article :

—Lapatniova A., Administrer la religion en URSS. Le cas de la Biélorussie et de la Lituanie, *Cahiers du monde russe* 2006/4, Vol 47, p. 749-780.

Distribution électronique Cairn pour les Editions de l'EHESS.

© Editions de l'EHESS. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

ALÉNA LAPATNIOVA*

ADMINISTRER LA RELIGION EN URSS

Le cas de la Biélorussie et de la Lituanie

Si la mort de Stalin marque un tournant décisif dans l'histoire de l'URSS, comment qualifier les changements politiques, économiques et culturels qui ont suivi et pris forme à la fin des années cinquante ? On évoque le plus souvent la déstalinisation, le dégel — autant de termes dont chacun marque fortement la négation de l'étape précédente. Aujourd'hui, les chercheurs soulignent davantage que ces changements n'ont été ni immédiats, ni entièrement imputables à la disparition de Stalin, qu'une partie des réformes avaient déjà été mises en route à la fin des années quarante et enfin, que la déstalinisation n'équivaut pas à la libéralisation, c'est-à-dire que pour certains groupes de population, parmi lesquels les croyants, les persécutions furent renforcées¹. Afin de dépasser les ruptures propres à une périodisation classique trop tranchée, il est apparu opportun de se situer au cœur même du changement, c'est-à-dire au sein d'une institution en cours de transformation. Ainsi, nous analyserons l'évolution du fonctionnement quotidien de l'administration du Conseil pour les affaires de l'Église orthodoxe et du Conseil pour les affaires des cultes, créés respectivement en 1943 et 1944 dans le but de gérer les relations entre l'État et les Églises, et réunis à la fin de l'année 1965 en un seul Conseil pour les affaires religieuses.

* Je remercie Mikhail Odincov pour ses précieux conseils, ainsi que les nombreux membres de l'association russe des historiens de la religion pour les échanges qui m'ont permis de bien progresser. Je tiens également à remercier Larissa Mihal'čuk pour son aide lors du dépouillement des archives de Minsk. J'exprime ma gratitude à Skajste Miškinite pour la traduction de nombreux documents aux archives de Vilnius.

1. Parmi les recherches sur le sujet, notons les trois derniers recueils d'articles : Juliane Fürst, *Late Stalinist Russia : Society between Reconstruction and Reinvention*, Londres-New York : Routledge, 2006 ; Polly Jones, *The dilemmas of de-stalinization : negotiating cultural and social change in the Khrushchev era*, Londres-New York : Routledge, 2006 ; « Repenser le dégel : Versions du socialisme, influences internationales et société soviétique », *Cahiers du monde russe*, 2006, 47 (1/2).

D'importants travaux ont déjà été menés sur le fonctionnement de l'appareil central de chacun des Conseils et sur le rôle qu'ont joué ces derniers dans l'élaboration des relations entre l'État soviétique et les Églises². Ces recherches ont notamment éclairé les raisons de l'adoucissement de la politique religieuse pendant la guerre, le processus de formation de l'administration des Conseils, leur pratique d'ouverture ou de fermeture des lieux de culte et d'enregistrement des communautés religieuses. Elles ont aussi abordé la question de l'inégalité des cultes en URSS et examiné la coopération privilégiée de l'État soviétique avec l'Église orthodoxe qui fut favorisée au détriment des autres cultes. Enfin, elles ont mis en évidence l'existence de nombreux conflits qui, entre 1948 et 1962 puis dans les années 1980, ont opposé les Conseils à d'autres institutions soviétiques, que ce soit au Comité Central du parti ou aux soviets locaux.

En nous appuyant sur les résultats de ces recherches, nous voudrions ici nous intéresser davantage à un autre aspect du travail des Conseils en étudiant le rôle qu'ils ont tenu dans l'élaboration d'un savoir officiel sur le phénomène de la croyance dans la société soviétique. Rappelons-le, depuis que le décret sur la séparation de l'Église et de l'État du 23 janvier 1918 a déclaré illégale toute mention d'appartenance à un culte, une seule grande enquête a été effectuée sur la religion : il s'agit du recensement de 1937 qui a fait apparaître qu'au moins 56,7 % de la population soviétique étaient croyants³. L'analyse des données permettait d'établir une corrélation entre le niveau de croyance et le sexe, l'âge, le niveau d'éducation et le lieu de résidence des personnes interrogées, mais les résultats du recensement, jugés erronés, n'avaient pas été publiés⁴. Par l'intermédiaire de leurs structures locales, les Conseils organisent dès 1946 une collecte d'informations sur la vie religieuse qu'ils analysent à partir de regroupements et de classifications de la

2. La plus importante étude sur le Conseil pour les affaires de l'Église orthodoxe est celle de Tatjana Čumačenko : T. Čumačenko, *Gosudarstvo, pravoslavnaja cerkov', verujušie. 1941-1961gg.*, M. : AIRO-XX, 1999, mais il existe également une série d'articles consacrés aux différents Conseils au cours de leur existence : voir à ce sujet I. M. Sovetov, « Sovet po delam religioznyh kul'tov pri SNK SSSR v 1944-1945gg » in E. N. Mel'nikova et M. I. Odincov, *Svoboda sovesti v Rossii : istoričeskij i sovremennij aspekty*, vyp. 2, M. : Russian Association of Scholars in Religion, 2005, p. 382-404. ; E. N. Duplenskaja « Sovet po delam religioznyh kul'tov pri SNK SSSR: istorija sozdanija, osnovnye napravlenija dejatel'nosti » in *Svoboda sovesti v Rossii : istoričeskij i sovremennij aspekty*, vyp. 1, M. : Russian Association of Scholars in Religion, 2004, p. 600-610 et I. Maslova « Dejatel'nost' Soveta po delam religij pri Sovete Ministrov SSSR v 1965-1985 gg : politika sderživanija », *Religija i pravo*, n° 1, 2005, W. Sawatsky, « Religious Administration and Modernization » in Dennis J. Dunn, ed., *Religion and Modernization in Soviet Union*, Boulder, Colo. : Westview Press, 1977, p. 60-104, O. Luchterhandt, « The Council for Religious Affairs » in S.P. Ramet, ed., *Religious Policy in the Soviet Union*, Cambridge : Cambridge University Press, 1993.

3. Y. A. Poljakov, Ja. E. Volodarskij, V. B. Žiromskaja, I. N. Kissel, *Vsesojuznaja perepis' naselenija 1937g. : kratkie itogi*, M. : Akademia nauk, 1991. Le recensement de 1939, quant à lui, ignore déjà toute question sur la religion.

4. Selon l'analyse de Žiromskaja, les résultats du recensement étaient conformes dans leur ensemble à la vision bolchevique de la religion — les athées étaient principalement représentés par de jeunes hommes urbains éduqués, mais montraient par ailleurs que le pourcentage d'hommes croyants restait très important. Voir V. B. Žiromskaja, *Demografičeskaja istorija Rossii v 1930-e gody. Vzgljad v neizvestnoe*, M. : ROSSPEN, 2001.

population et de la pratique. Mais que cherchent-ils à savoir véritablement et quelles sont leurs méthodes ? Examiner les catégories et les classifications utilisées apparaît particulièrement révélateur car celles-ci montrent avec précision la façon dont l'État soviétique athéiste envisage de gérer la religion, sur quelles populations il entend orienter son contrôle, ses discriminations, positives ou négatives, sa répression ou son assistanat⁵. Les Conseils utilisent-ils dans leurs classifications des critères socio-économiques, nationaux ou politico-idéologiques déjà existants ou en créent-ils d'originaux ? Leur impose-t-on des catégories et des classifications qui puissent servir à d'autres institutions, en particulier au NKVD-KGB ? Quelles sont les « zones d'ombre » et les non-dits de ces classifications ? Comment enfin les classifications élaborées au sortir de la guerre évoluent-elles avec le durcissement de la politique religieuse au lendemain de la mort de Stalin ?

Sous ces différentes approches, l'étude des cas de la Biélorussie et de la Lituanie représente un intérêt particulier car le pouvoir soviétique a dû gérer dans ces républiques le problème de l'occupation de populations traditionnellement considérées comme hostiles ou indésirables tant par leur nationalité (Lituanais, Polonais et juifs) que par leur religion (la majorité étant non orthodoxe). En effet, l'organisation du travail de l'administration des Conseils débute ici dans une atmosphère de conflits sociaux particulièrement violents⁶. Après la retraite des nazis en 1944, les territoires de la Lituanie et de la Pologne orientale annexés par l'URSS en 1939-1940 subissent une deuxième vague de soviétisation accompagnée de réformes très impopulaires, telle que la collectivisation. Le nouveau régime suscite ainsi une résistance de guérilla lituanienne, biélorusse et polonaise et, pendant près de cinq ans, des troupes spéciales du MVD dénommées bataillons d'extermination « nettoient » les territoires des « bandits, collaborateurs et éléments anti-soviétiques »⁷. La « pacification » n'est finalement réalisée dans chaque république qu'au prix de la mort ou de l'arrestation de dizaines de milliers de combattants et de

5. Sur l'usage des catégories dans la gestion des politiques publiques voir le chapitre « Assignment d'identité et catégories nationales » in Alain Blum, Martine Mespoulet, eds., *L'anarchie bureaucratique : Statistique et pouvoir sous Staline*, P. : La Découverte, 2003, p. 260-263 ; S. Fitzpatrick, « Ascribing Class: The construction of social identity in Soviet Russia », *Journal of Modern History*, 65 (4), 1993, p. 745-770.

6. Sur les aspects politiques de l'occupation et l'incorporation de la Lituanie et de la Biélorussie, on peut se référer à S. Vardys, *Lithuania under the Soviets: Portrait of a Nation, 1940-65*, New York : Praeger, 1965 et *Lithuania: the Rebel Nation*, Boulder, Colo. : Westview, 1997 ; R. Misiunas, R. Taagepera, *The Baltic State: Years of Dependence, 1949-1990*, Londres : Hurst & Company, 1993, J. Zaprudnik, *Belarus : At a Crossroads in History*, Westview Series on the Post-Soviet Republics, Boulder : Westview Press, 1993, A. Viatteau, *Staline assassine la Pologne, 1937-1947*, P. : Seuil, 1999, J. Gross, *Revolution Abroad. The Soviet Conquest of Poland's Western Ukraine and Western Belorussia*, Princeton : Princeton University Press, édition augmentée, 2002.

7. On trouve de nombreux comptes rendus des « opérations de nettoyage » du NKVD-NKGB sur les territoires libérés en 1944 dans « Osobaja papka Stalina » conservée au GARF (Gosudarstvennyj Arhiv Rossijskoj Federacii — Archives d'État de la Fédération de Russie) : 64/9/13/289-290 ; d.65/298-300, 316-319, 325-327, 374-375 pour la Biélorussie et d.66 /114-115, 124-129, 222-226. Cité d'après un recueil des documents « Dokumenty po istorii Belarusi v Osoboj papke I. V. Stalin », Minsk : NARB, 2004.

la déportation en tant que « koulak » ou parent de « bandit, nationaliste ou collaborateur » de quelque 100 000 Lituaniens et 40 000 Biélorusses entre 1948 et 1952, ainsi que du déplacement en Pologne de 452 000 Polonais dans le cadre d'échange des populations d'après-guerre (dont 274 000 de Biélorussie et 178 000 de Lituanie)⁸.

Comment les fonctionnaires des Conseils, originaires des pays de leur nomination, qualifient-ils la résistance de la population et les répressions menées ? Voient-ils en la religion, et en particulier le catholicisme, une forme de résistance nationale ? Comment plus tard percevront-ils la dissidence religieuse, et plus spécialement celles des baptistes biélorusses et des catholiques lituaniens qui se mettent respectivement en place en 1962 et 1972⁹ ? Autant de questions que nous aborderons à travers l'étude des archives locales de l'administration soviétique, du parti et du NKVD-KGB en Lituanie et en Biélorussie¹⁰.

À nouvelle politique religieuse, nouvelle institution

Avant de se pencher sur la question de l'analyse de la religion par les Conseils, rappelons quelques détails significatifs de leur mise en place. En effet, la naissance du Conseil pour les affaires de l'Église orthodoxe, puis celle du Conseil pour les affaires des cultes sont rendues possibles par un important infléchissement de la politique religieuse au cours de la guerre¹¹. À cette évolution, plusieurs

8. Sur les déportations et déplacements forcés après la Seconde Guerre mondiale, voir P.M. Poljan, *Ne po svoej vole : Istoriia i geografiia prinuditel'nyh migracii v S.S.S.R.*, M. : O.G.I., 2001, N. L. Pobol', P. M. Poljan *Stalinskie deportacii 1928-1953*, M., 2005 ; A. E. Gurijanov, éd., *Repressii protiv poljakov i pol'skih grazhdan*, M. : Memorial, 1997 ; V. Kašauskiene, « Deportations from Lithuania under Stalin. 1940-1953 », *Lithuanian Historical Studies*, 1998, n° 3, p. 73-82 ; D. Levin, *Baltic Jews under the Soviets, 1940-1946*, Jerusalem : Center for Research and Documentation of East European Jewry, The Hebrew University of Jerusalem, 1994.

9. Sur la dissidence religieuse en Lituanie, voir T. A. Oleszczuk, *Political Justice in the USSR : Dissent and Repression in Lithuania, 1969-1987*, East European Monographs, New York : Bulder, 1988 ; V. S. Vardys, *The Catholic Church Dissent and Nationality in Soviet Lithuania*, New York : Columbia University Press, 1978. Quant à la dissidence en URSS, l'on pourra se référer à J. Chiama, J. Soulet, *Histoire de la dissidence : oppositions et révoltes en URSS et dans les démocraties populaires de la mort de Staline à nos jours*, P. : Seuil, 1982 ; C. Vaissé, *Pour votre liberté et pour la nôtre : le combat des dissidents de Russie*, P. : Laffont, 1999 ; J. Ellis, *The Russian orthodox Church : A Contemporary History*, London - Sydney : Croom Helm, 1986 ; B. R. Bociurkiw, « Religious Dissent and the Soviet State », in B. Bociurkiw et J. Strong, eds., *Religion and Atheism in the USSR and Eastern Europe*, Londres : Macmillan, 1975 ; G. Simon, *Church State and Opposition in the USSR*, Londres : C. Hurst & Company, 1974.

10. L'étude s'appuie sur les documents d'archives des Conseils des deux républiques : fonds 951, 952 des archives nationales de la République de Belarus (ANRB), fonds R-181 des archives de l'État soviétique lituanien, (AESL) fonds 3/196 et 3/651 des Archives de la région de Minsk (ARM), ainsi que sur les archives du parti communiste lituanien (ALPC), fonds 1771 et biélorusse (fonds 4.p) et celles du NKVD-MGB et du KGB de la Lituanie (fonds k1).

11. Depuis 1917, trois institutions se sont chargées tour à tour du contrôle de l'application de la législation relative aux cultes et de l'enregistrement des communautés religieuses. Cette tâche, dans un premier temps assurée par le Commissariat du peuple à la justice (1918-1924), fut transférée au département administratif du NKVD, qui avait autorité sur le travail des bureaux de

raisons¹². D'une part, dès le début de la guerre, l'Église orthodoxe, les musulmans, les baptistes et les chrétiens évangéliques, ainsi que les vieux croyants et les juifs, affichent leur loyauté à l'égard du régime soviétique, tous appelant, face au danger commun, à la résistance aux nazis et apportant une aide financière à l'État¹³. Par ailleurs, Stalin souhaite améliorer la réputation du gouvernement aux yeux des Alliés et bénéficier ainsi d'un avantage supplémentaire dans ses négociations sur l'ouverture du second front. Enfin, il s'agit pour le pouvoir soviétique d'adoucir son image au moment où l'Armée rouge s'apprête à pénétrer dans les territoires des pays d'Europe centrale¹⁴. Le changement de la politique religieuse touche d'abord et par-dessus tout les relations avec l'Église orthodoxe qui, soutien traditionnel du nationalisme russe dont la renaissance est encouragée par les autorités pendant la guerre, devient l'allié du régime. Le 4 septembre 1943, Stalin invite au Kremlin les trois plus hauts dignitaires de l'Église orthodoxe et cette réunion, largement rapportée par la presse, débouche sur une série de mesures en faveur de l'Église orthodoxe, dont la réouverture de 1 084 églises et de huit séminaires entre 1943 et 1946, l'élection d'un nouveau patriarche dont le siège était vacant depuis la mort de Tihon en 1925, ainsi que l'exemption du service militaire pour les prêtres, l'autorisation d'activité caritative et de publication religieuse, l'allègement des impôts, la libération, enfin, d'un certain nombre de prêtres condamnés et déportés durant la décennie précédant la guerre. C'est au Conseil pour les affaires de l'Église orthodoxe, dont la création est personnellement décidée par Stalin quelques heures avant la réunion avec les trois métropolites, qu'est confiée la réalisation de cette nouvelle politique.

l'enregistrement de l'état civil (ZAGS). À partir de 1929, les affaires des cultes passent à la Commission des cultes auprès du Comité exécutif central jusqu'à ce que, jugée inutile, cette dernière soit liquidée en mars 1938, suite à la fermeture massive d'églises. Nicolas Werth, « Le Pouvoir soviétique et l'Église orthodoxe de la collectivisation à la Constitution », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 3-4, 1993, p. 41-49. À ce sujet, voir également A. Luukkanen, *The Religious Policy of the Stalinist State. A Case Study : The Central Standing Commission on Religious Questions, 1929-1938*, Helsinki : Studia Historica 57 (coll. Suomen Historiallinen Seura), 1997.

12. Sur le changement de la politique religieuse pendant la guerre, voir M. I. Odincov, *Gosudarstvo i cerkov' v Rossii: 20yj vek*, M. : Luč, 1994 ; V. A. Alekseev, *Šturm nebes otmečetsja ? Kritičeskie očerki po istorii bor'by s religiej v SSSR*, M. : Rossija molodaja, 1992 ; D. V. Pospelovskij, *The Russian Church under the Soviet Regime 1917-1982*, Crestwood, NY : St Vladimir's Seminary Press, 1984 ; M. V. Škarovskij, *Russkaja pravoslavnaia cerkov' pri Staline i Hruščeve. Gosudarstvenno-cerkovnye otnošenja v SSSR v 1939-1964gg.*, M. : Krutitskoe Patriaršee Podvor'e : Obščestvo ljubitelej cerkovnoj istorii, 1999 ; O. Ju. Vasilieva, *Russkaja pravoslavnaia cerkov' v politike sovetского gosudarstva*, M. : RAN, 2001.

13. On met généralement en avant l'aide financière de l'Église orthodoxe à hauteur de 300 millions de roubles. Rappelons que les autres communautés ont également participé à la collecte d'argent pour le front. Les communautés musulmanes d'Ouzbékistan, par exemple, ont offert 365 millions de roubles, celles du Kazakhstan 470 millions de roubles, et celles du Turkménistan 243 millions de roubles. Voir Sovetov « Sovet po delam... »

14. Sur le souci de Stalin de donner une image crédible du pouvoir soviétique à l'étranger, voir S. M. Minner, *Stalin's Holy War: Religion, Nationalism and Alliance Politics, 1941-1945*, Chapel Hill : University of North Carolina Press, 2003, ainsi que G. Alexopoulos, *Amnesty 1945 : The Revolving Door of Stalin's Gulag*, *Slavic Review*, 64 (2), Summer 2005, p. 304 ; P. Solomon, *Soviet Criminal Justice under Stalin*, New York : Cambridge University Press, 1996, p. 400.

Ce Conseil est également chargé de la gestion des affaires des autres cultes jusqu'à la création, huit mois plus tard, du Conseil pour les affaires des cultes, comprendre autres que le culte orthodoxe. Une recherche de compromis est alors lancée à l'adresse du Vatican : recevant avec Molotov à deux reprises en 1944 un ami de Roosevelt, Orlémanski, prêtre catholique d'origine polonaise, Staline se déclare prêt à négocier avec le Pape et assure son interlocuteur — et à travers lui l'Occident — qu'il n'envisage pas de réprimer les prêtres et les fidèles de l'Église catholique. Les représentants de l'Église gréco-romaine (uniate) sont à leur tour accueillis par le président du Conseil pour les affaires des cultes qui confirme leurs droits, égaux à ceux des autres confessions. Mais les déclarations anti-communistes et anti-soviétiques de Pie XII au début de l'année 1945 mettent fin aux négociations avec le Vatican, et les rapports avec les communautés catholiques et uniates sont immédiatement reconsidérés. L'Église gréco-romaine est liquidée en 1946 et ses fidèles forcés à embrasser l'orthodoxie ; l'activité de l'Église catholique est alors toujours plus limitée et de nombreux prêtres sont arrêtés et accusés (nous y reviendrons) de soutenir ou même diriger la guérilla nationaliste.

Les autres cultes profitent de manière inégale de l'adoucissement de la politique. Si les différences de traitement sont officiellement justifiées par le degré de loyauté des Églises à l'égard de l'État pendant la guerre, on retrouve cependant les clivages traditionnels datant de l'époque tsariste. La politique générale à l'égard de ces cultes, qui s'est donné pour but leur « centralisation », consiste à rassembler les communautés de chaque confession sous une seule hiérarchie, instaurée dans les limites de l'URSS, afin de faciliter leur gestion et le contrôle par les autorités. C'est le cas notamment des baptistes réunis en 1944 avec les évangélistes dans une seule union, la *VSEHiB*¹⁵. Un an plus tard, les pentecôtistes, considérés comme une secte dangereuse, sont contraints de rejoindre l'union et de se dissoudre dans les communautés baptistes et évangélistes. D'autres « centres » religieux sont également prévus pour les musulmans d'Asie Centrale, les bouddhistes, les vieux-croyants, et les fidèles d'autres confessions.

À leur création, il n'a pas été prévu d'autoriser les Conseils à prendre des décisions de leur propre chef, et leur fonction essentielle consiste à relayer la communication entre le gouvernement et les hauts représentants des cultes religieux. Par conséquent, le Conseil pour les affaires de l'Église orthodoxe est initialement pensé comme une structure centrale unique auprès du gouvernement (Sovnarkom) de l'URSS. Le poste du président du Conseil qui, en 1943, comptait 25 fonctionnaires, y compris le personnel technique, est confié au colonel du NKGB, G. G. Karpov, qui continua jusqu'en 1955 à diriger parallèlement le 4^e département du NKVD responsable de la « lutte contre la contre-révolution religieuse et sectaire »¹⁶ ; huit

15. « *Vsesojuznyj Sovet Evangel'skih Hristian i Baptistov* » [Union des chrétiens évangéliques et des baptistes de l'URSS].

16. Le KGB se détache du MVD pour devenir une administration autonome en 1954. Sur la structure du NKVD-MVD et du NKGB-MGB-KGB et leurs restructurations, voir les travaux de Nikita Petrov, en particulier : A. I. Kokurin, N. V. Petrov, « Lubjanka : VČK-OGPU-NKVD-NKGB-MGB-MVD-KGB, 1917-1960 », *Spravočnik*, M., 1997.

autres principaux fonctionnaires du Conseil sont également issus du NKGB. Rapidement, l'activité du Conseil dépasse largement le projet initial en tant que simple relais de sorte qu'il devient nécessaire de mettre en place des institutions locales dans les républiques et les régions. Mais à la proposition de Karpov de créer des Conseils nationaux est opposé le refus du gouvernement de déléguer une partie des responsabilités aux républiques. Une solution de compromis prévoit alors l'ouverture d'un poste de délégué, *upolnomočennyj*, par république (assisté par un inspecteur et une dactylo), et les républiques divisées en régions bénéficient de plus d'un poste de délégué régional¹⁷. De la même façon est créé huit mois plus tard le Conseil pour les affaires des cultes composé de délégués républicains et régionaux à l'exclusion de tout Conseil national. Par conséquent, la structure locale du Conseil est faible et parfois même déséquilibrée, le contraste apparaît flagrant entre les républiques qui nous occupent : en Biélorussie, divisée en douze régions, treize délégués du Conseil pour l'Église orthodoxe gèrent 1 067 communautés en 1948, tandis que leurs treize collègues du Conseil pour les cultes s'occupent des 634 communautés restantes. En revanche, en Lituanie, qui ne connaît pas de régions, le déséquilibre est considérable : un délégué gère les affaires des 68 communautés orthodoxes et un second celles des 856 communautés de tous les autres cultes. Enfin, dans ces deux républiques comme partout ailleurs, les postes des délégués républicains sont initialement confiés à des ex-agents du NKVD sur proposition de Molotov¹⁸. Les délégués du Conseil des cultes sont originaires du pays de leur nomination, dont ils n'ont pas vécu l'occupation nazie, leurs collègues pour les affaires de l'Église orthodoxe étant eux-mêmes tous russes. Si l'on en juge d'après les données lituaniennes, les premiers délégués sont très jeunes (âgés de 24 à 35 ans) et manquent d'expérience de travail administratif. Cependant, en 1947-1948, les premiers délégués issus du NKVD sont remplacés par de « simples » fonctionnaires du parti ou de l'État, plus âgés et également plus expérimentés.

L'enregistrement des communautés

Les délégués lituaniens et biélorusses enregistrent les communautés religieuses existantes¹⁹ dont ils rapportent le nombre pour chaque confession sur des formulaires

17. GARF, f. 6991, op. 2, d. 1, l. 31, (6991/2/1/31), cité d'après T. Čumačenko, « Sovet po delam Russkoj pravoslavnoj cerkvi pri SNK SSSR v 1943-1947gg. Osobennosti formirovanija i dejatel'nosti apparata », *Vlast' i Cerkov' v SSSR i stranah vostočnoj Evropy. 1939-1958*, M., 2003.

18. Adjoint au président du Sovnarkom et ministre des Affaires étrangères, Molotov suivait de près le travail des Conseils qu'il protégeait au sein du gouvernement. Son choix est, semble-t-il, essentiellement pragmatique : depuis 1938, le NKVD est la seule institution ayant accumulé des connaissances sur le monde des croyants.

19. La procédure d'enregistrement, élaborée par les bolcheviques en 1922 et légèrement modifiée en 1929, était largement basée sur le projet du parti des démocrates constitutionnels (KDs) de 1907. Elle prévoyait que chaque communauté élise au cours d'une assemblée générale un conseil d'église et une commission de contrôle, deux organes voués à devenir une institution de

spécialement créés à cet usage. Ainsi s'ordonne la première vision du monde religieux — vision quantitative des communautés et non pas des fidèles par confession. L'opération n'est pas anodine car en autorisant ou en refusant l'enregistrement, les Conseils ont la possibilité de modifier la répartition des cultes et d'organiser, ou réorganiser, une nouvelle « diversité » religieuse factice²⁰ dont les premières victimes sont les cultes non orthodoxes, et en particulier, les juifs, les uniates, les vieux-croyants et les groupes religieux désignés comme « sectes anti-soviétiques »²¹.

En effet, décimés à 90 % par les nazis aidés par la population locale, les juifs subissent une nouvelle vague d'anti-sémitisme²² et voient leurs demandes de réouverture de synagogues systématiquement rejetées en Biélorussie comme en Lituanie. Après guerre, ils ne sont guère plus de 120 000 en Biélorussie et 24 000 en Lituanie²³, respectivement regroupés en dix-sept et sept communautés parmi lesquelles seules deux biélorusses et deux lituaniennes reçoivent l'accord de l'enregistrement. Aucune justification du refus n'est donnée et, embarrassés par les demandes incessantes des fidèles, les délégués des Conseils sollicitent sans succès leur direction afin de trouver un prétexte acceptable. Par ailleurs, l'activité des « sectes anti-soviétiques » est purement et simplement interdite, les Conseils reçoivent l'ordre de ne pas considérer ces communautés comme « objet de travail » et de transmettre toute information au NKVD, lequel procède en 1951 à l'arrestation et à la déportation de leurs membres.

gestion de la communauté par les fidèles eux-mêmes. L'assemblée générale devait également désigner un minimum de vingt représentants, « *dvadcat'ka* » dont la seule responsabilité était de signer le contrat de location de l'édifice religieux et la demande d'enregistrement au nom de la communauté. La procédure nécessitait ensuite deux autorisations, l'une par le soviet local pour la location de l'édifice, et l'autre, finale, délivrée par le Conseil qui avalisait ainsi l'existence légale de la communauté. Sur le projet des KDs voir M. I. Odincov, « *Veroispovedal'nye reformy v Gosudarstvennoj dume 1906-1917: nadeždy, diskussii, i istoričeskie uroki* », *Svoboda sovesti v Rossii: istoričeskij i sovremennij aspekty*, vypusk 3, M., 2006 ; T. A. Kudrina, *Veroispovedal'nye reformy v Rossii v načale XX veka*, M., 2003 ; P. K. Pinkevič, *Veroispovedal'nye reformy v Rossii v period dumskoj monarhii, (1906-1917)*, M., 2000.

20. Voir Juliette Cadiot « Organiser la diversité », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 31 (3), 2000. La procédure du décompte des communautés religieuses n'est pas identique à celle des nationalités mais l'une comme l'autre donnent la possibilité de saisir une réalité fluctuante et d'imposer une forme préconçue.

21. Il s'agit notamment des témoins de Jéhovah, des adventistes et des pentecôtistes. Pour plus de précisions, se reporter à K. Rousselet, *Secte et Église : essai sur la religion non institutionnalisée en Union soviétique*, Thèse de doctorat, IEP de Paris, 1990 ; W. Sawatski, *Soviet Evangelicals since World War II*, Ontario, 1981 ; W. Fletcher, *The Russian Orthodox Church Underground. 1917-1970*, Londres: Oxford University Press, 1971 ; *Istorija evangel'skikh hristian-baptistov v SSSR*, M., 1989.

22. Notamment les campagnes politiques contre le « cosmopolitisme » en 1948 et contre « le complot des blouses blanches » en 1953 qui se soldent par une vague d'élimination des intellectuels juifs : près de 450 sont exécutés sous la charge de complicité du « sionisme international ». La déportation de la population juive au Birobidjan est planifiée mais annulée à la mort de Stalin.

23. On estime que près de 800 000 juifs furent exterminés en Biélorussie et environ 230 000 en Lituanie. Voir à ce sujet : Y. Plasseraud, H. Minzeles, éd., *Lituanie juive 1918-1940 : Message d'un monde englouti*, P. : Autrement, 1996 ; R. Hilberg, *La destruction des Juifs d'Europe*, 3 vol., P. : Gallimard, 2006.

Quant aux communautés catholiques, le problème est inverse : les Conseils souhaitaient soumettre l'Église catholique à la loi et faire enregistrer toutes les communautés, mais l'Église résiste en raison de l'incompatibilité de la procédure avec ses propres canons. La hiérarchie catholique affirme notamment reconnaître d'une part exclusivement l'autorité du Pape, seul propriétaire des édifices religieux et de ce fait habilité à les louer, et d'autre part l'autorité du prêtre, seul responsable de la gestion de la paroisse. Le premier délégué lituanien entreprend alors de longues et difficiles négociations avec la hiérarchie catholique représentée par six archevêques, cherchant des points de désaccord et utilisant des conflits internes pour attirer les moins hostiles, lesquels acceptent de collaborer dans le but de constituer une Église nationale qui s'émanciperait du Vatican²⁴. Parallèlement cinq des six archevêques, ainsi que 362 prêtres, sont arrêtés entre 1944 et 1953 par le NKVD, puis déportés ou exécutés pour soutien apporté aux « bandes nationalistes »²⁵. Si les historiens sont encore aujourd'hui divisés sur la question de l'implication réelle des prêtres catholiques dans la lutte armée de guérilla²⁶, le plus plausible semble qu'il s'agissait non pas de punir l'Église catholique pour sa contribution offerte aux mouvements nationalistes, mais plutôt d'une répression préventive du pouvoir soviétique contre un réseau social puissant et jugé traditionnellement dangereux²⁷. La question se pose alors de savoir si le délégué lituanien du Conseil a été impliqué dans cette répression préventive, notamment à l'égard des archevêques. L'étude des archives du Conseil apporte une réponse partielle : il n'existe d'une part aucun document de cette période signé par le délégué à destination du NKVD lituanien qui suggérerait la nécessité d'une telle opération, qui n'est pas évoquée dans les comptes rendus du délégué à sa direction à Moscou. Ceux-ci, qui détaillent les refus des archevêques d'accepter la législation soviétique, ont pu être transmis au NKVD et considérés comme motif d'arrestation. Quoi qu'il en soit, et en dépit de ces répressions, les négociations sur l'enregistrement ne donnent pas de résultat avant mai 1948, date à laquelle s'opère la déportation de près de 50 000 « bandits,

24. AESL, R-181/3/10/4-7.

25. R. Laukaityte, « Attempts to Sovietize the Catholic Church in Lithuania, 1944-1949 », *Lithuanian Historical Studies*, n° 3, 1998, p.110-135.

26. Certains historiens avancent que de nombreux prêtres ont participé au mouvement nationaliste, d'autres soutiennent au contraire que la proportion du clergé ne dépassait pas 20 % et que leur participation se limitait à assurer la transmission de médicaments et de nourriture. Ces derniers soulignent encore que si la plupart des accusations ont été prononcées sur le motif d'appartenance aux « bandes nationalistes », on leur reprochait également l'écoute de la radio étrangère, la publication de livres religieux, l'enseignement du catéchisme ou encore la participation aux différentes organisations et sociétés de la Lituanie bourgeoise, et notamment au gouvernement. Voir Laukaityte, « Attempts to Sovietize... » ; V. S. Vardys, *The Catholic Church, Dissent and Nationality in Soviet Lithuania*, New York : Columbia University Press, 1978, p. 62-79.

27. La situation en 1945 répète celle de l'insurrection en Lituanie de 1865 : après son écrasement, les autorités russes accusèrent l'Église catholique de soutenir les insurgés. Une commission d'enquête aurait alors découvert que « les prêtres publiaient les manifestes, recevaient les serments des insurgés, se joignaient aux bandes armées, les commandaient parfois », L. Lescœur, *La persécution de l'Église en Lituanie et particulièrement dans le diocèse de Vilna*, P. : Charles Douniol, 1873, p. 11.

nationalistes, leurs complices et les membres de leurs familles » (dont 108 prêtres), et l'Église catholique se plie alors à la nouvelle législation. Le pouvoir soviétique, à la suggestion du délégué de Conseil soutenu par le secrétaire du parti et le président du conseil des ministres lituaniens, accepte un compromis en confiant aux évêques et aux prêtres l'enregistrement des communautés ainsi que la composition des listes des vingt représentants et des membres des organes de gestion des églises.

En Biélorussie, l'enregistrement entraîne des conflits avec des soviets locaux. Rappelons que pendant l'occupation de cette république, les nazis avaient choisi de favoriser l'Église orthodoxe pour encourager les sentiments anti-soviétiques, et considéré l'Église catholique essentiellement polonaise, laquelle représentait sous cet angle un danger politique²⁸. Avec l'autorisation de l'administration allemande, l'Église orthodoxe reprit alors ses anciens édifices religieux réquisitionnés pendant la période précédente par le pouvoir soviétique, ainsi que quelques-uns ayant appartenu aux catholiques et aux uniates. Mais avec la restauration du pouvoir soviétique, les soviets locaux responsables de la location de l'édifice, jugeant que l'adoucissement de la politique religieuse n'était qu'une mesure temporaire pour séduire les Alliés, rejetèrent les demandes de location et réquisitionnèrent les églises rouvertes pendant l'occupation pour une utilisation non culturelle — école, club, etc. Les fidèles se tournèrent alors vers les délégués du Conseil pour les affaires de l'Église orthodoxe qu'ils considéraient comme leurs défenseurs, leur apportant en pots-de-vin de la nourriture — c'est l'après-guerre — et autres cadeaux pour mieux les motiver²⁹. De son côté, la nouvelle hiérarchie orthodoxe nommée par le Patriarcat en accord avec la direction du Conseil, qui remplaçait celle de l'occupation qui avait quitté le pays, ne posait aucun obstacle à l'enregistrement de ses communautés.

Le sort de l'Église catholique en Biélorussie est complètement incertain à la Libération car les autorités prévoient un départ massif des catholiques polonais, les fidèles comme les prêtres : des 552 prêtres catholiques, il n'en reste en 1947 que 203 pour les 287 communautés³⁰. L'effectif ne cesse de diminuer par suite des répressions : en 1949, 129 prêtres exercent dans 229 communautés catholiques et il n'en reste que 79 pour 149 communautés en 1951. Une autre question concerne l'absence de hiérarchie catholique en Biélorussie où toutes les églises catholiques étaient depuis 1922 rattachées aux diocèses de Vilnius et de Pinsk — le premier se retrouvant, à la Libération, en territoire lituanien, tandis que le second est liquidé. Les prêtres restants refusent dans un premier temps l'enregistrement sans ordre de leur hiérarchie, mais cèdent finalement l'un après l'autre sous la menace de

28. Sur l'Église catholique pendant l'occupation, voir C. L. Zugger, *The Forgotten: Catholics of the Soviet Empire from Lenin through Stalin*, Syracuse : University Press, 2001. Zugger donne le chiffre de 56 prêtres exécutés par les nazis dans le seul diocèse de Pinsk (Zugger, *The Forgotten...*, p. 352) et 21 en Lituanie (*idem*, p. 393). Le sort de l'Église catholique en Pologne est beaucoup plus tragique : 1 932 prêtres diocésains (dont 6 évêques), 580 religieux et 289 religieuses sont tués par les nazis. J.-M. Mayeur, Ch. Pietri, A. Vauchez, M. Venard, eds., *Histoire du Christianisme. Tome XII : Guerres mondiales et totalitarismes (1914-1958)*, P. : Desclée, p. 728.

29. Le premier délégué biélorusse est précisément licencié pour avoir accepté un pot-de-vin.

30. ANRB, 4/62/68/448.

fermeture de l'église. Toutefois, ici comme en Lituanie, la procédure légale n'est pas toujours respectée : ce sont encore les prêtres qui s'occupent de l'enregistrement ; le plus souvent les contrats de location ne sont pas signés, tandis que les fidèles sont rarement avertis de l'opération en cours.

Si l'enregistrement est mené à bien en Lituanie et en Biélorussie à la fin de l'année 1948, un conflit éclate aussitôt entre les Conseils et le Comité central du parti qui proteste contre la nouvelle politique religieuse et critique ouvertement l'activité des Conseils dont il réclame la liquidation dans les républiques et les régions. La nouvelle vague de lutte anti-religieuse pousse les soviets locaux à la fermeture des églises en un processus contrôlé, parfois modéré ou au contraire encouragé par les délégués des Conseils. On aurait pu s'attendre à ce que ces fermetures aient des effets notables sur les cultes non orthodoxes. Or, contre toute attente — et c'est un fait remarquable — ni en Lituanie ni en Biélorussie, la fermeture d'églises ne modifie la répartition des confessions établie en 1948 et, notamment, la position des cultes majoritaires ; plus encore, les archives établissent que les délégués des Conseils ont personnellement veillé à ce que les fermetures n'entraînent pas de déséquilibre entre les orthodoxes et les catholiques. Ainsi en Lituanie, entre 1948 et 1973, les effectifs des diverses communautés régressent tous (à l'exception des communautés juives dont le nombre est déjà extrêmement réduit en 1948), mais cette diminution est moindre pour les communautés catholiques dont il reste 89 % de l'effectif initial contre 62 % pour les orthodoxes, 74 % pour les vieux-croyants, 57 % pour les luthériens, 42 % pour l'Église réformée et 20 % pour les musulmans³¹. Équilibrées en Biélorussie, les fermetures d'églises concernent autant les catholiques que les orthodoxes : en 1973, il ne reste plus que 36 % des communautés présentes en 1948, que celles-ci soient catholiques (à l'ouest) ou orthodoxes (à l'est et à l'ouest du pays)³².

La collecte de l'information de la fin de la guerre à la mort de Stalin

En 1946, la direction des Conseils prescrit aux délégués de procéder à une collecte régulière « d'information » sur la vie religieuse en distinguant trois catégories de

31. En 1948, en Lituanie, on compte 924 communautés religieuses dont 711 sont constituées de catholiques, 74 de vieux-croyants, 68 d'orthodoxes, 44 de luthériens, 12 de l'Église réformée, 5 de musulmans, 2 de juifs et enfin, 12 issues d'autres confessions, ALPC 1771/9/278/212.

32. En 1925, à l'est du pays, sur les 830 communautés religieuses, 475 étaient orthodoxes, 255 juives, 37 catholiques, 26 vieux-croyants et 20 évangélistes et baptistes. Une bonne part d'entre elles sont fermées à la fin des années trente, notamment toutes les communautés catholiques. ANRB, p-34/1/209/56-65. Le décompte de 1948 donne une image de l'est de la Biélorussie principalement orthodoxe : on y dénombre alors 307 communautés de cette confession, contre une seule communauté juive, aucune communauté catholique n'y figure, tandis que les baptistes évangéliques et les vieux-croyants constituent respectivement 45 et 66 communautés. Mais il n'en va pas de même à l'ouest où les catholiques voient leurs communautés enregistrées (287 contre 760 orthodoxes et 158 baptistes évangéliques), A. U. Vereščagin, A. V. Gurko, *Gistoryja kanfessij na Belarusi u drugoi palove XX-ga stogodzia*, Minsk, 1999, p. 125-129. Les communautés baptistes évangéliques ont été davantage préservées, surtout à l'est — il reste 65 % de ces communautés à l'ouest contre 93 % à l'est. Le nombre des autres communautés religieuses n'a que peu changé.

personnes : les prêtres, les représentants des communautés et les « simples » croyants. Concernant les premiers, les délégués, en se renseignant auprès des représentants de l'administration locale et des croyants en visite sur place, ou bien encore lors de rendez-vous avec les prêtres eux-mêmes, doivent enquêter sur leurs opinions politiques, leur passé et leurs activités en dehors de la paroisse³³. La direction du Conseil pour les affaires des cultes propose dans un premier temps une classification reposant sur les « caractéristiques sociopolitiques » du clergé par rapport à celles des fidèles, en cherchant à mettre en avant l'appartenance de ces deux groupes de population à des catégories sociales distinctes et antagonistes³⁴. De fait, en Biélorussie comme en Lituanie, les premiers rapports des délégués présentent les prêtres comme des koulaks victimes d'expropriation (d'où leur nature anti-soviétique et réactionnaire), par opposition aux fidèles répertoriés comme des paysans très pauvres, pauvres ou moyennement pauvres. Mais à peine établie, cette classification est aussitôt et définitivement abandonnée car peu opérante (tous les prêtres sont des koulaks), elle ne permet pas de distinction à l'intérieur du groupe. Elle cède alors la place à une autre qui distingue désormais les prêtres à l'aune de leur loyauté à l'égard du pouvoir soviétique, loyauté non pas supposée à partir de leur origine sociale mais effective, et jaugée en fonction de l'acceptation ou non de la législation soviétique en général et de mesures ponctuelles de différentes sortes. Ce changement de classification s'opère dans la mesure où la politique des Conseils consiste non pas à liquider les Églises, mais à construire avec elles des relations stables, et de ce fait la bonne politique n'est pas de stigmatiser le clergé dans son ensemble, mais plutôt de sélectionner certains de ses membres avec lesquels les relations s'établiront dans la direction voulue. Pourtant, cette deuxième classification paraît aux délégués aussi vague que la précédente et ne suscite pas davantage d'analyse : la plupart des rapports sur le clergé se présentent comme de simples récits sur des rumeurs de mauvaises mœurs. L'information sur les prêtres orthodoxes est également très rare et souvent reprise d'un rapport à l'autre. Dans les régions biélorusses, la tendance est de présenter les prêtres orthodoxes comme des malhonnêtes, profiteurs, alcooliques en grande part, qui perdent toute considération aux yeux de leurs fidèles, tout en distinguant un groupe différent de quelques « prêtres dynamiques » qui s'occupent bien de leurs paroisses³⁵. En Lituanie, l'information sur les prêtres se présente souvent sous la forme de compte rendu d'entretien avec tel ou tel, ou d'un avis général sur la loyauté des officiants orthodoxes. Rappelons par ailleurs qu'en dehors des enquêtes directes les délégués possèdent, concernant les prêtres, des renseignements très précis que ces derniers leur fournissent lors de la procédure d'enregistrement : y sont ainsi mentionnés entre autres l'évêque ayant procédé à l'ordination, ainsi que les lieux d'études et de service de chaque prêtre.

33. ANRB, 952/1/7/320, AESL, R-181/3/10/1-16.

34. AESL, R-181/3/6/22.

35. ARM, 3196/2/2/80-82.

Si la direction des Conseils accepte que l'analyse du clergé ne progresse pas avec le temps, c'est parce qu'elle sait qu'une autre institution, beaucoup plus forte, le NKVD-MGB, devance les Conseils dans leur tâche. Le caractère lacunaire des archives du NKVD-MGB ne permet pas d'établir un schéma général du fonctionnement du MGB lituanien vis-à-vis des Églises mais les dossiers de surveillance des prêtres montrent la primauté de décision du MGB concernant le sort des prêtres. L'étude de ces documents montre bien que la majorité des prêtres catholiques étaient sous surveillance et que nombre d'entre eux furent forcés de collaborer avec les services secrets³⁶. Le but de l'opération n'était pas de détruire l'Église catholique mais de s'assurer sa loyauté et de constituer une église nationale, indépendante du Vatican. Bénéficiant d'un effectif beaucoup plus important que celui des Conseils³⁷, les agents du MGB cherchaient d'une part à accuser et faire avouer les prêtres les plus déloyaux d'aider les bandes nationalistes et ainsi à les emprisonner (les délégués des Conseils sont mis devant le fait accompli) et, d'autre part, à se procurer des détails compromettants sur la vie privée des autres prêtres pour mieux les contraindre à collaborer et les rendre ainsi plus dépendants et dociles³⁸. Quoique que fragiles et éphémères, des liens existaient cependant entre les deux institutions : ainsi divers documents d'archives des Conseils montrent-ils que le délégué Pušinis (qui n'était pas un ex-agent du NKVD) discutait régulièrement avec l'adjoint du ministre du MGB lituanien Martavičius de tel ou tel prêtre et que c'est avec lui qu'il prit certaines décisions sans même consulter son supérieur à Moscou³⁹. Quelques jours seulement avant la plus grande opération de déportation des « nationalistes bourgeois » du 25 mars 1949, le délégué envoie, de sa propre initiative semble-t-il, plusieurs lettres à Martavičius contenant des informations compromettantes sur des prêtres catholiques⁴⁰. Il n'en reste pas moins que dès 1949 les deux hommes entrent en conflit et le délégué se tient dès lors à l'écart du MGB-KGB jusqu'à la fin de sa carrière de délégué en 1957.

Concernant la deuxième catégorie, les représentants des communautés ou l'« actif » dans le langage des délégués des Conseils, notons qu'en imposant la procédure d'enregistrement qui prévoit les élections des vingt représentants officiels de chaque communauté ainsi que quelques membres des conseils d'églises et

36. En janvier 2000, l'Église catholique lituanienne s'est excusée publiquement au nom des prêtres ayant collaboré avec le KGB mais, ni le nombre général de ces prêtres ni même le pourcentage n'ont été divulgués.

37. Au 1^{er} janvier 1946, le MGB lituanien comptait 1 505 agents contre 2 délégués des Conseils. Voir A. Anushauskas, « La composition et les méthodes secrètes des organes de sécurité soviétiques en Lituanie, 1940-1953 », *Cahiers du Monde russe*, 42 (2-4), 2002.

38. Archives du KGB lituanien, k1/10/68, et k1/3/1383, 1393, 1404.

39. Parmi les décisions prises par ce tandem, certaines peuvent paraître absurdes : Pušinis évoque ainsi avec beaucoup de sérieux la possibilité de marier 50 prêtres ou de déplacer les fêtes religieuses aux jours fériés afin de mieux miner la foi. AESL, R-181/3/19/29-30

40. Ces lettres sont toujours accompagnées d'appréciations idéologiques telles que : « Bref, l'ennemi ne se rend pas, et Gorki a dit à ce propos que quand l'ennemi ne se rend pas, on l'extermine », ou encore : « Est-ce que dans notre pays, il n'y a pas une place qui convienne un peu plus à ce genre de canaille? », AESL, R-181/3/20/51-61, 70-72.

des commissions de contrôle, l'État envisage de retirer une partie de pouvoir aux prêtres en introduisant le principe démocratique de participation des fidèles dans la gestion des paroisses. L'idée de renforcer le rôle des fidèles dans la vie des paroisses n'est pas propre aux bolcheviques : de vives discussions sur ce sujet animent la presse russe dès le début du siècle et se soldent par la mise en place d'un nouveau statut de paroisse, adopté par Le Concile panrusse de l'Église orthodoxe de 1917-1918, qui prévoit des élections d'un conseil de paroisse (*prihodskoj sovet*) composé à la fois de membres du clergé et de paroissiens⁴¹. Mais les autorités soviétiques se rendent vite compte des dangers de l'existence de ce type de regroupement plus au moins autonomes que représentent désormais les paroisses. En effet, les dossiers des communautés contenant des comptes-rendus de leurs assemblées générales⁴² montrent que les paroissiens légalisent à travers la procédure d'élections leur ancienne hiérarchie locale, laquelle constitue désormais une sorte de contre-pouvoir aux institutions soviétiques. De ce fait, la maîtrise de l'information sur les représentants des paroisses gagne en importance et vise à identifier les individus les plus déloyaux au régime afin de les remplacer.

La procédure d'enregistrement, nous l'avons vu, fournit aux délégués une information à caractère personnel (nom, prénom, date de naissance, adresse, nationalité et profession⁴³) sur un minimum de vingt membres de chaque communauté et cinq à sept de ses représentants officiels, en des listes périodiquement vérifiées à partir de 1948. Sous la pression du Comité central du parti, il est alors imposé aux Conseils de procéder au réenregistrement des conseils des églises et des commissions de contrôle suivant un formulaire spécial : les membres des institutions en question y sont répartis par sexe, âge, nationalité, position sociale, éducation, lieu de travail, service dans l'Armée blanche, présence sur le territoire occupé, privation du droit de vote, période de travail dans les organisations religieuses et éventuelles distinctions officielles⁴⁴. Par ailleurs, les archives centrales indiquent que différentes personnes sont remplacées au cours de la procédure, dont certaines pour avoir refusé de donner des informations personnelles⁴⁵. Par la suite, des tableaux similaires concernant les membres des conseils d'églises sont dressés de manière concise mais non systématique en comparaison de ceux de 1948 (sexe, âge, éducation et profession des personnes). L'information plus générale sur l'état d'esprit de ces personnes est quasi-absente et le délégué de la région de Minsk confie qu'en raison de leur bas niveau d'éducation, les représentants des communautés orthodoxes n'ont pas accès

41. Le Concile de 1945, quant à lui, a légalisé la structure « soviétique » des paroisses. Voir V. Cypin, archiprêtre, *Istorija Russkoj Cerkvi*, M. : Izdatel'stvo Spaso-Preobraženskogo Valaamskogo monastyra, 1997, G. Shtrikker, comp., *Russkaja Pravoslavnaja Cerkov' v sovetskoe vremja (1917-1991). Materialy i dokumenty po istorii otnošenij meždu gosudarstvom i cerkovju*. 2 vol. M. : Propilei, 1995.

42. ARM, 3196/1/11-113 et 3651/1/12-37.

43. Voir les dossiers des communautés : AESL, R-181/4 et ARM, 3196/1/11-113 et 3651/1/12-37.

44. ARM, 3196/2/3/21-26.

45. T. Čumačenko, *op. cit.*, p. 136.

à la gestion des communautés et que le prêtre gère seul toutes les affaires⁴⁶. À la fin de l'année 1952, la direction des deux Conseils adresse aux délégués une nouvelle demande qui consiste à étudier la composition des organes de gestion des communautés. Selon la direction, il y aurait encore parmi les membres de ces institutions d'anciens koulaks, des commerçants, des proches de personnes condamnées pour activité anti-soviétique et « toutes sortes de nationalistes bourgeois », ce à quoi le délégué lituanien répond qu'il n'y a personne d'autre pour les remplacer⁴⁷. Nous dresserons ici le constat de l'échec de l'État dans sa tentative d'imposer aux communautés, sous la forme voulue, une structure légale basée sur l'élection de représentants, et cet échec pourrait expliquer le fait que les Conseils se désintéressent peu à peu de ces derniers, probablement au profit du NKVD-MGB.

Un sort différent attend les représentants des communautés dont la demande d'enregistrement a été rejetée mais qui existent *de facto*, les délégués les désignant comme des « groupes de croyants non enregistrés »⁴⁸. Parmi eux, selon les instructions de leur direction, sont isolés des groupes « définitivement non enregistrables » du fait de leur activité à « caractère anti-soviétique », notamment les témoins de Jéhovah et certaines communautés de pentecôtistes⁴⁹. Les délégués envoient directement au MGB-KGB les documents les concernant, en particulier les listes de signataires⁵⁰ dont il est permis de penser qu'elles ont constitué la base des déportations des témoins de Jéhovah en 1951 et de membres de certains autres groupes en 1952⁵¹.

Le traitement des groupes « non enregistrés mais appartenant aux cultes enregistrables » (les communautés orthodoxes, catholiques, juives ou autres dont la demande d'enregistrement a été rejetée) est différent : les listes des signataires sont envoyées au comité régional du parti et au comité exécutif de la région qui se chargent de prendre contact avec les dirigeants des groupes (et les propriétaires des appartements qu'ils louent) pour les prévenir des infractions commises. En cas de récidive, les mesures répressives ne vont pas au-delà de l'amende que les soviets locaux infligent aux dirigeants des groupes religieux pour les sacrements administrés, ainsi qu'aux propriétaires des appartements loués pour les loyers perçus.

Dans un troisième temps, il est enfin demandé aux délégués, dès 1946, d'étudier « l'état de la croyance » (*sostojanie religioznosti*) et de présenter dans chaque

46. ARM, 3196/2/5/72-83.

47. AESL, R-181/3/30/127-130.

48. L'expression est régulièrement utilisée dans les documents des conseils.

49. Les pentecôtistes, qui apparaissent sur le territoire de l'URSS dans les années vingt, portent le plus souvent le nom de leurs créateurs : šmidovcy, smorodincy, voronaevcy, muraškovcy, sionistes et autres. En 1945, ils sont autorisés à s'enregistrer à condition d'accepter de rejoindre le VSEBiH, le Conseil des chrétiens évangéliques baptistes de toutes les républiques. Les groupes qui refusent cette condition — smorodincy, muraškovcy notamment — sont désormais considérés anti-soviétiques.

50. ANRB, 952/2/42/48-49.

51. Dont 394 personnes en Biélorussie et 76 en Lituanie. N. L. Pobol', P. M. Poljan, *Stalinskije deportacii 1928-1953*, M. : Materik, 2005, p. 624-755. Voir également M. I. Odincov, *Sovet ministrov postanovljaet : « vyselit' navečno »*, *Sbornik dokumentov i materialov o Svideteljah Iegovy v Sovetskom Sojuze (1951-1985)*, M. : Russian Association of Scholars in Religion, 2002.

rapport des renseignements sur « la fréquentation des églises, l'âge et le sexe des « personnes qui s'y rendent » (*posetiteli*) — en distinguant jours fériés et jours de semaine, l'observation des « rites religieux » (*religioznye obrjady*) et des jeûnes, les méthodes de propagande et le niveau de participation des jeunes gens aux activités religieuses⁵². Il ne s'agit donc pas d'étudier les croyants en tant que personnes civiles, mais plutôt la pratique évidente et massive. Notons également l'évolution sémantique : les sacrements disparaissent au profit des « rites religieux », ainsi que la foi, devenue croyance⁵³. Soulignons que l'information n'est pas demandée sous forme chiffrée et que les moyens de collecte autorisés sont très faibles : il est ainsi vivement déconseillé aux délégués de procéder à des « investigations officielles » ou à des « inspections » de l'activité des communautés et, pour obtenir l'information nécessaire, il leur est recommandé d'utiliser des moyens indirects (c'est-à-dire de se renseigner en discutant avec les fidèles et les autorités locales), ou de recourir à la simple observation directe⁵⁴.

L'information que produisent les conseils semble dans un premier temps s'élaborer à tâtons, et, trop vague, la demande provoque des interprétations qui varient selon les lieux, les conditions locales et la personnalité du délégué, tout cela au détriment d'une analyse pertinente de la croyance.

L'Église orthodoxe est fortement favorisée en Lituanie et le délégué en poste entre 1947 et 1958 établit des relations amicales avec les prêtres orthodoxes et l'archevêque Kornilij⁵⁵ : en bon gestionnaire, il prend soin des besoins matériels des paroisses et certains prêtres particulièrement proches lui apportent force détails sur la vie de leurs communautés dans des lettres adressées à titre personnel⁵⁶. De la même façon, l'archevêque lui envoie une copie des rapports annuels qu'il destine à sa hiérarchie, dans lesquels figurent des renseignements sur l'exercice des rites, la célébration des fêtes religieuses, les sermons prononcés et autres détails de la vie religieuse de l'archevêché⁵⁷. Le délégué recopie ainsi dans son propre rapport ce qui lui est communiqué, ne se hasardant à aucune analyse idéologique ni commentaire quantitatif.

En Biélorussie, en dépit de la position privilégiée dont jouit l'Église orthodoxe, cette relation de proximité que nous observons entre le délégué lituanien du Conseil et l'archevêque n'est pas établie. Plus encore, la collecte d'information commence

52. ANRB, 952/2/4/52-53.

53. Il semble primordial, et nous le ferons systématiquement, de respecter les termes utilisés pour mieux apprécier le rôle des Conseils.

54. ANRB, 952 /2 /4 /54-55.

55. L'homme est un certain Guščin de nationalité russe, envoyé en Lituanie en 1944 et nommé adjoint au président du conseil exécutif de la ville de Kaunas. En 1947, il remplace le premier délégué Linev, russe également, qui travaillait précédemment au NKVD. En 1947, Guščin est menacé de licenciement par la direction du Conseil « pour avoir établi des relations incorrectes avec l'archevêque », ALPC, 1771/11/280/1-2. L'information sur le parcours professionnel des délégués lituaniens provient des archives du département de recrutement (*otdel kadrov*) du Comité central de la Lituanie conservées aux ALPC, 1771/7, 8, 9 et 10.

56. AESL, R-238/3/20.

57. AESL, R-181 /3 /7, 15, 25, ALPC 1771/11/280/89-91.

par une confrontation de la direction du Conseil avec les autorités locales. Men'kov, le délégué nommé en 1947, parvient rapidement à rassembler la totalité des chiffres demandés pour trois régions de Biélorussie orientale, tout en ajoutant quelques détails sur les cas de conversion à l'orthodoxie, les baptêmes d'adultes et l'exercice des rites par des prêtres non enregistrés. Cette collecte réussie est pourtant bloquée quand la direction du Conseil apprend les méthodes utilisées : en dépit des consignes, quelques délégués régionaux se sont rendus dans des églises et ont exigé que les prêtres leur présentent les registres des rites, allant même jusqu'à ordonner des perquisitions à la maison d'un prêtre⁵⁸. L'initiative, jugée illégale, entraîne aussitôt le renvoi de Men'kov et de trois délégués régionaux. La direction découvre par ailleurs que les délégués régionaux avaient en outre agi à la demande du Comité central du parti et des comités locaux afin d'identifier les membres du parti parmi les personnes ayant reçu un sacrement. C'est le président du Conseil pour l'Église orthodoxe lui-même qui, les fautifs punis, s'adresse au secrétaire du parti biélorusse pour lui rappeler qu'« exiger du clergé qu'il présente de l'information sur l'exercice d'un culte contredit la constitution de l'URSS », et l'invite fermement à ne plus faire appel aux délégués pour collecter ce genre de renseignements⁵⁹. Semenov, qui succède à Men'kov, rapportera moins de données chiffrées que son prédécesseur, et ses statistiques portant sur des communautés différentes ne permettent pas d'évaluer la croyance. Néanmoins, le délégué se hasarde à remarquer que l'exercice des rites baisse chaque année. Ses chiffres et commentaires semblent en définitive davantage se conformer à la demande idéologique du parti local, soucieux de se débarrasser des églises et des croyants dans sa circonscription, que livrer une information objective.

L'information sur les rites et la fréquentation des églises par les catholiques et les pratiquants d'autres confessions est plus lente à rassembler. Le délégué du Conseil lituanien pour les cultes, Pušinis (dont le parcours professionnel est très proche de celui de Guščin⁶⁰), n'en fait état dans ses rapports qu'au début de l'année 1949, et encore a-t-il fallu qu'il se fasse rappeler à l'ordre par sa direction. Il parvient alors à fournir le décompte des rites catholiques dans un décanat puis, l'année suivante, dans l'un des six diocèses⁶¹. Enfin, à partir de 1952, les chiffres sont rapportés de manière exhaustive. Mieux, Pušinis se procure des données extrêmement détaillées pour tous les cultes, présentant ainsi, église par église, le nombre de rites et de participants à la messe pascalle. Mis sous pression, les évêques fournissent eux-mêmes l'information au délégué comme il est indiqué dans un rapport⁶².

58. ARM, 3196/2/3/5-7.

59. ANRB, 4/29/663/123.

60. Également issu de l'administration locale, il est nommé président du conseil exécutif de la ville de Vilnius en 1944.

61. AESL, R-181/3/17/3/25/21, 36.

62. AESL, R-181/3/43/3-4. Dès que la pression se dissipe — en 1954 à la suite de la résolution du parti sur les erreurs commises dans la politique religieuse — les administrateurs des diocèses refusent de transmettre au délégué l'information sur les rites.

La tâche est d'autant plus facile que le délégué profite des divisions internes à l'Église, divisions qu'il a lui-même contribué à faire naître. Ajoutons que contrairement à son collègue du Conseil de l'Église orthodoxe, Pušinis ne se contente pas de fournir des chiffres bruts, mais les commente, notant par exemple que le nombre de baptêmes augmente alors que le nombre des deux autres rites baisse, et proposant une explication « naturelle », même si celle-ci ne va pas forcément de soi : le nombre de baptêmes augmente, indique-t-il, en liaison avec l'accroissement de la natalité ; si le nombre des mariages baisse, c'est à cause du choc lié à la collectivisation, et si enfin le nombre de sépultures religieuses recule, la raison en est que l'effectif des prêtres est lui-même en diminution⁶³. Ainsi, au sein d'une même république, la source est certes commune (les autorités ecclésiastiques) mais le mode de présentation de l'information (le total des rites dans un cas et des informations très détaillées dans l'autre) est différent, ce qui reflète un intérêt logiquement inégal envers le culte principal par rapport à tous les autres.

Recevant en 1946 les mêmes instructions, le délégué biélorusse du Conseil pour les cultes, Ulasevič, se tourne vers les délégués régionaux puisque, contrairement à ce qui se passe en Lituanie, il dispose de relais sur place. La Biélorussie est divisée en douze régions jusqu'en 1954, mais Ulasevič choisit de ne garder des délégués que dans les six régions de l'ouest où étaient concentrées toutes les communautés catholiques considérées comme le principal objet de préoccupation⁶⁴. Pourtant, la présence de six délégués régionaux ne contribue pas à ce que davantage d'information chiffrée soit produite. En sept ans, le délégué républicain n'évoque que quelques cas « irréguliers » : il relève par exemple la situation d'adultes reconvertis au catholicisme, la vie des fidèles de communautés restées sans prêtre suite à un départ en Pologne, par exemple, ou une arrestation, et obligés de ce fait de se déplacer loin pour faire baptiser leurs enfants, ou encore celle de catholiques résidant dans des localités sans église de leur confession et fréquentant faute de mieux les lieux de culte orthodoxes. Bien maigres, les chiffres relevés en 1951-1952 sur seulement quatre communautés limitent leur interprétation au constat très général d'une croyance qui reste forte⁶⁵. Comme pour l'enregistrement, les raisons principales du manque d'information sont la désorganisation de l'Église catholique biélorusse et le vide existant au sommet de sa hiérarchie, de sorte que les deux délégués successifs du Conseil pour les cultes alertent leur direction, se plaignant d'une sorte d'anomie du culte. Les difficultés deviennent trop nombreuses dès lors qu'il leur faut négocier avec de simples « prêtres ordinaires » qui gouvernent, chacun à sa façon, les communautés catholiques. Fonctionnant séparément et coupés de leur propre hiérarchie, ils ne font pas remonter l'information qu'ils détiennent sur les rites, celle-ci n'est donc pas centralisée comme en Lituanie.

63. AESL, R-181/3/25/67.

64. Ceci représente la seule, mais importante, différence dans la recherche d'informations entre les deux parties du pays : faute de délégués, aucune information n'est collectée dans la partie orientale.

65. ANRB, 4/62/162/65, et 4/29/592/176-177.

L'attention ne se porte pas davantage sur les autres cultes. Ulasevič évoque de temps à autre le nombre de baptêmes des baptistes alors même que cette information lui parvient régulièrement par les délégués régionaux, lesquels donnaient une autorisation spéciale pour administrer ce sacrement qui se déroulait en plein air. En 1948, plusieurs rapports sont consacrés à l'étude des tatars musulmans : l'inspecteur traite sur le même plan l'exercice des rites religieux, la langue, les proverbes et chansons populaires, la façon de s'habiller, de construire les maisons jusqu'à la préparation des repas⁶⁶. Si les chiffres sont difficiles à rassembler, les délégués régionaux multiplient les descriptions des grandes fêtes religieuses et le délégué note les moindres détails : le nombre approximatif des participants, les habits de fêtes, les achats de nourriture au marché, etc.

D'un premier bilan du fonctionnement des Conseils pendant les années 1944-1953, nous retiendrons que la collecte d'information commence sans véritable plan préalable et que la direction des Conseils n'a de schéma arrêté ni sur la quantité d'informations ni sur les méthodes de collecte à employer. Peu à peu, se dessine une structure de mesure de la croyance, toutefois très hétérogène, l'information recueillie ne permettant pas de systématisation ou d'analyse poussée. Si de nombreuses contraintes matérielles constituent la première cause de cet échec, le manque d'intérêt de l'État pour cette question et le refus de reconnaître la réalité du phénomène social que constitue la religion jouent également un rôle. En effet, cette administration est jeune, ses fonctionnaires, surtout dans les régions, n'ont ni l'expérience du domaine religieux (les ex-agents du NKVD qui connaissaient le monde religieux sont vite remplacés), ni les capacités nécessaires pour effectuer ce type d'analyse ; enfin, ce personnel instable manque de moyens (papier, voiture, bureau, etc.). Ceci posé, les contraintes matérielles auraient pu être dépassées s'il y avait eu une véritable volonté politique de rechercher les causes de l'existence et de l'évolution de la croyance. Or cela ne se produit pas parce qu'un autre objectif est visé, celui du contrôle du monde des croyants, qui prime sur l'analyse. Tant pour le NKVD-MGB que pour les Conseils, le contrôle est envisagé à travers la maîtrise des responsables (prêtres et membres actifs des communautés), tandis que la masse des croyants, elle, n'est pas surveillée. En observant l'ensemble de l'information collectée par les délégués, soit par la procédure d'enregistrement, soit par l'observation ou des enquêtes, il apparaît que l'information réunie est fonction de la position hiérarchique : plus une personne occupe un poste important, plus l'information la concernant est personnalisée et détaillée, et plus l'accès à cette information est aisé. Au sommet de cette pyramide se situent les prêtres que l'on décompte, dont on répertorie le passé et l'activité, et dont les opinions politiques font l'objet d'une surveillance permanente. Viennent ensuite les « membres actifs », tous fichés, dont l'« état d'esprit » est apprécié. Enfin, la masse des croyants, laissée dans l'ombre de l'anonymat, est appréhendée à travers les indicateurs généraux de la pratique des sacrements et de l'observance des fêtes. Quant à la dimension nationale, remarquons qu'elle semble être délibérément ignorée, pour mieux la dépasser, par la classification élaborée, même si dans leur routine les

66. ANRB, 952/1/11/226-231.

délégués sont quotidiennement confrontés au lien entre l'ethnique et le confessionnel, notamment dans le cas des juifs et des Polonais.

Mise au point d'un nouveau système de collecte d'information

Au lendemain de la mort de Stalin, tout se passe comme si l'existence des Conseils était simplement mise entre parenthèses. De mars 1953 à la mi-1954, les questions sur la politique à mener que la direction envoie à G. Malenkov, à l'époque président du Conseil des ministres, ou à Hruščev, n'obtiennent pas de réponse, pas plus que ne sont entendues les propositions des Conseils de démocratiser la législation sur les cultes, donner plus de liberté aux communautés religieuses, ouvrir davantage d'églises, qui leur semblaient être dans l'air du temps. Ils se contentent donc de poursuivre la politique habituelle en observant les attentes et les hésitations des fidèles et du clergé. Leur gestion n'est pas infléchie, même après un conflit avec le Comité central en 1954⁶⁷ et les Églises en profitent pour élargir leur activité⁶⁸. Enfin, après la défaite en juin 1957 de l'opposition anti-khrouchtchévienne, (parmi lesquels Molotov et Malenkov qui étaient par ailleurs partisans de la politique de stabilisation des relations avec les Églises), la position des adeptes de la lutte anti-religieuse gagne le Comité central. Ce dernier multiplie alors les attaques contre les Conseils dont le travail d'ensemble est jugé erroné, et dont le personnel est remplacé tant au niveau de l'URSS qu'à celui des républiques. Deux résolutions secrètes du Comité central, adoptées l'une en 1958, l'autre en 1960, amènent le gouvernement et différentes administrations à prendre des mesures qui limitent les droits et l'activité des églises. Puis, avec l'aide des Conseils désormais privés de leur autonomie, et du ministère des Finances, le gouvernement adopte une série de décisions qui marquent un tournant radical dans la politique religieuse⁶⁹ : imposition plus lourde, interdiction d'activité caritative, de publication religieuse, de conférence et de réunion sauf autorisation spéciale, interdiction de pèlerinage aux Lieux saints, enfin fermeture massive d'églises, de monastères et de séminaires⁷⁰. En avril 1960, les directions des deux Conseils organisent différentes conférences

67. Il s'agit de la résolution du Comité central du 7 juillet 1954 « sur les importants défauts dans la propagande athée » dont certains propos jugés abusifs sont corrigés par la résolution adoptée le 11 novembre 1954. Voir J. D. Grossmann, « Khrushchev's Anti-Religious Policy and the Campaign of 1954 », *Soviet Studies*, 24 (3), 1973, p. 379.

68. Čumačenko, T. *Gosudarstvo...*, p. 162-164.

69. Sur le nouveau tournant de la politique religieuse, voir J. Anderson, *Religion, state and politics in the Soviet Union and Successor State*, Cambridge, New York : Cambridge University Press, 1994 ; S. P. Ramet, ed., *Religious Policy in the Soviet Union*, Cambridge, 1993, D. A. Lowrie and W. C. Fletcher « Khrushchev's Religious Policy, 1959-1964 » in *Aspect of Religion in the Soviet Union 1917-1967*, R. H. Marshall Jr (ed.), Chicago : University of Chicago Press, 1971 ; D. E. Powell, *Anti-religious Propaganda in the Soviet Union : a Study in Mass Persuasion*, Cambridge, Mass., 1975.

70. Voir Nathaniel Davis, « The Number of Orthodox Churches before and after Khrushchev Antireligious Drive », *Slavic Review*, 50 (3), 1991, p. 617 ; J. Anderson, *Religion, State and Politics...*, p. 55-56.

pour informer les délégués des nouveaux objectifs proposés par le Comité central en relation avec la discussion du nouveau programme du parti⁷¹ et les dernières résolutions prises sur les questions de la religion : leur travail, il s'agit là à l'évidence d'une immense ambition, qui vise l'un des « plus grands objectifs de l'époque contemporaine »⁷², doit désormais contribuer à éradiquer la religion. La mesure de la pratique religieuse ne sert plus simplement à en connaître les réalités comme dans le passé, mais à savoir pour « pouvoir détacher la population de la religion »⁷³. De ce fait, les informations partielles obtenues jusqu'ici ne suffisent plus car la direction exige une information « exhaustive et exacte »⁷⁴, et entend en particulier qu'on puisse en tout lieu, ou plutôt à tous les échelons d'organisation de la société politique — régions ou républiques —, savoir quelle proportion de la population pratique chacun des trois grands rites religieux marquant les étapes de la vie.

La mise en forme définitive de cette nouvelle orientation, qui date des premiers mois de l'année 1963, se traduit en particulier par la diffusion de deux formulaires élaborés par le Bureau central des statistiques. Le premier contient un questionnaire, beaucoup plus développé qu'autrefois, sur le nombre des communautés, les lieux de culte et les effectifs du clergé. Les délégués doivent désormais entrer dans les détails et rendre compte du nombre d'églises en les classant en fonction de la régularité des services religieux qui y sont assurés (service quotidien, tous les deux ou trois jours ou seulement les jours fériés par exemple) ; ils doivent aussi préciser la pyramide des âges du clergé et prendre ainsi la mesure de l'éventuel renouvellement des prêtres en dénombant à la fois les jeunes (moins de 40 ans) et les décédés⁷⁵. Une annexe est destinée à connaître les rites religieux : le nombre total de chacun des trois principaux rites est mis en regard du nombre des actes de l'état civil correspondant placé à leur disposition par les bureaux statistiques ; une colonne spéciale est prévue pour effectuer le pourcentage. Un deuxième formulaire est destiné à préciser les comptes des communautés, les recettes — notamment celles issues de l'exercice des rites — comme les dépenses⁷⁶.

La nouvelle forme de présentation des données constitue une sorte de révolution. Un modèle unique s'impose où l'information est désormais exhaustive et unifiée sur tout le territoire, et il n'est plus question de laisser aux délégués locaux la possibilité d'improviser pour la collecter par leurs propres moyens. Pour y parvenir, la direction des Conseils prépare le terrain et multiplie les mesures destinées à permettre aux délégués d'obtenir les chiffres recherchés. Elle s'est donné

71. Le programme adopté en 1961 prévoyait la création des bases de la société communiste en 20 ans et détaillait les étapes de sa progression. Voir E. Zubkova, *Obščestvo i reformy. 1945-1964*, M. : Rossijskaja molodaja, 1993, p. 161-163.

72. ARM, 3196/2/10/11.

73. ARM, 3196/2/10/117.

74. ARM, 3651/2/12/82.

75. ANRB, 951/3/57/100-102.

76. ANRB, 951/3/57/102-103.

deux ans d'apprentissage pour s'assurer le succès de l'entreprise, et sait ainsi pertinemment que les délégués parviendront à réunir l'information demandée au moment où la nouvelle forme de collecte est introduite.

Au reste, toute une gamme de mesures concourt au changement engagé. En particulier, une ordonnance du Conseil des ministres de l'URSS adoptée en mars 1962 stipule que le clergé recevra dorénavant un salaire fixe indépendamment du nombre de sacrements administrés. D'une part, les prêtres cessant d'être payés à l'acte, ce n'est plus par eux que remonte l'information sur le nombre de rites et, d'autre part, la réception du paiement et de l'enregistrement des rites revient aux conseils des églises qui deviennent ainsi les seuls gestionnaires responsables des communautés religieuses et reçoivent à ce titre cinq formulaires spéciaux⁷⁷, où sont mentionnés désormais les nom, prénom, adresse et lieu de travail des personnes recevant un sacrement.

Comment fonctionne ce nouveau système ? Non seulement les conseils des églises sont désormais responsables de la tenue de ces nouveaux registres, mais il leur faut de plus envoyer aux délégués le nombre de sacrements une fois par trimestre, supprimant ainsi tout intermédiaire entre les délégués et ceux qui recueillent l'information. Encore faut-il s'assurer que les membres des conseils d'églises enregistrent les rites et les paiements mieux que ne l'avaient fait les prêtres jusqu'alors pour cacher leurs revenus. Le contrôle des registres devient permanent et les délégués qui détectent des fraudes n'hésitent pas à suspendre pour quelques mois les services religieux dans les églises coupables.

La principale nouveauté tient en ce que les pratiquants perdent leur anonymat puisque leurs noms et d'autres informations personnelles sont dès lors enregistrés — une contrainte explicitement destinée à dissuader les candidats⁷⁸ — et le travail des délégués est désormais considéré dans cette nouvelle perspective. Ils sont appelés à chiffrer la diminution du nombre des rites, l'évolution ne pouvant aller qu'en ce sens selon la direction des Conseils, en conséquence attendue « du passage des prêtres au salaire fixe et de l'introduction de l'enregistrement rigoureux des rites »⁷⁹.

Pour aider les conseils à « détacher la population de la religion », une nouvelle institution, les commissions d'assistance au contrôle de l'exécution de la législation sur les cultes⁸⁰, est constituée en 1962 auprès des comités exécutifs locaux. Il serait

77. Ces documents sont remplis avec minutie : 1. le registre des baptêmes mentionne les données personnelles des parents, de la marraine et du parrain, ainsi que le numéro d'enregistrement de l'enfant au ZAGS et leur signature ; 2. un carnet de quittances : sous peine de perdre le droit d'exercer, le prêtre n'est autorisé à administrer le sacrement qu'à la présentation d'une quittance fournie par le conseil d'église ; 3. un registre pour tous les autres rites avec les mêmes données personnelles ; 4. un registre de collectes des messes ; et 5. un livre des recettes et dépenses de la communauté. ARM, 3196/1/10/149 et 3651/1/10/103-105.

78. ANRB, 951/4/31/1-5 et 951/4/33/44-48.

79. ANRB, 951/3/57/97. En réalité, l'opération n'apporte pas immédiatement les résultats attendus : le pourcentage des baptêmes, le rite qui inquiétait le plus la direction, augmente en 1962-1964.

80. Nous utiliserons par la suite l'abréviation « commissions d'assistance ».

trompeur de voir dans cette création une particularité inventée spécialement pour l'administration des affaires religieuses car la décision reflète plutôt la tendance générale selon laquelle le temps est désormais venu d'amorcer le passage à une « gestion publique » (*obščestvennoje samoupravlenie*) par la création de nombreuses commissions visant à remplacer dans l'avenir (communiste) la gestion d'État⁸¹. Ces commissions se multiplient alors dans différents secteurs de la vie sociale : commissions territoriales (comités de maison, de quartier, de village), celles dans le domaine de l'ordre public (service d'ordre volontaire, tribunaux de camarades, commissions de lutte contre l'alcoolisme) et plusieurs autres dont les traits communs sont le bénévolat, la subordination aux soviets locaux, la direction politique par le parti et souvent, mais pas toujours, l'éligibilité de leurs membres⁸².

Les commissions d'assistance, composées de membres des comités exécutifs de soviets — de fonctionnaires des services fiscaux, de l'éducation et de la culture — et de représentants de comités locaux du parti et du komsomol, s'organisent progressivement en 1962-1963 dans le but d'« étudier systématiquement la situation religieuse, collecter et analyser l'information sur la fréquentation des églises, étudier le contingent des personnes exerçant les rites religieux, vérifier l'exactitude de l'enregistrement des rites par les conseils des églises, [...] étudier la composition des conseils des églises, identifier les membres les plus actifs et proposer aux délégués des conseils de les remplacer, etc. »⁸³. En d'autres termes, il s'agit d'appréhender l'ensemble de la vie quotidienne de chaque communauté religieuse et d'en transmettre l'essentiel aux délégués.

Par touches successives, c'est donc toute l'architecture du système d'information qui se redessine, et avec l'exigence d'exhaustivité l'information même se transforme ; ce changement est d'autant mieux assuré qu'il s'adosse à de nouvelles institutions. La transformation du salaire des prêtres, qui constitue un premier pas, amorce une série de glissements : les prêtres sont dessaisis de certaines responsabilités *ipso facto* transférées aux conseils d'église, et c'est à ces derniers qu'incombent dès lors la production de l'information et sa communication aux délégués. De plus, les commissions d'assistance doublent et concurrencent potentiellement les délégués sur le terrain de l'information et du contrôle. Or il s'agit là d'une pièce essentielle du dispositif car ces nouvelles structures créent des relations enchevêtrées entre toutes les institutions administratives et politiques qui détiennent de l'information sur les pratiques et les croyances individuelles. Il est ainsi mis un terme à la segmentation qui prévalait jusque-là, et se met en place un système où l'ensemble de

81. E. Zubkova, *Obščestvo...*, p.166.

82. Sur l'analyse du statut juridique de ces commissions, leur classification et leur relations avec les institutions d'État, se reporter à *Organy obščestvennoj samodejatel'nosti kak forma socialističeskoj demokratii. Opyt SSSR i GDR*, M. : Nauka, 1988, qui fournit en outre une vaste bibliographie soviétique sur le sujet. Voir également Deborah A. Field, « Irreconcilable Differences: Divorce and Conception of Private Life in the Khrushchev Era », *Russian Review*, 57 (4), 1998, p. 599-613 ; B. Q. Madison, *Social Welfare in the Soviet Union*, Stanford, CA: Stanford University Press, 1968 ; Th. H. Friedgut, *Political participation in the USSR*, Princeton: Princeton University Press, 1979.

83. ANRB, 951/3 /64 /180-183.

l'information circule. Ces changements de structure sont d'autant plus marquants qu'ils s'accompagnent d'un complet renouvellement du personnel.

Les retours du Goulag

Cette évolution, qui se traduit par la surveillance accrue des fidèles impliquant la multiplication des fonctionnaires qui y sont affectés, intervient dans une période fortement marquée par la libération massive des détenus du Goulag, ainsi que par les événements de Hongrie et de Pologne. En effet, le relâchement des deux tiers de plus de cinq millions de prisonniers et de « déplacés spéciaux » en 1953-1956 provoque de fortes tensions sociales. Rappelons que l'amnistie décidée en mars 1953 n'était pas le résultat de la démocratisation de la société, mais plutôt une tentative de « dégraisser » un système pénitentiaire devenu ingérable et trop coûteux. L'amnistie se poursuit en 1955-1956, mais les prisonniers ne sont pas réhabilités à l'exception d'une mince couche de hauts dirigeants du parti⁸⁴. Ainsi 34 000 personnes retournent en Biélorussie entre 1953 et 1956, la moitié étant considérées par les autorités locales comme « les plus dangereux des espions et des nationalistes », la Lituanie en accueille près de 20 000 en 1954-1955⁸⁵. Une lettre du Comité central diffusée après l'écrasement de l'insurrection en Hongrie demande ainsi à tous les membres du parti de prêter une attention particulière aux « nationalistes bourgeois » amnistiés et de prendre des mesures plus décisives contre les activistes anti-soviétiques⁸⁶. De leur côté, les Conseils reçoivent au début de l'année 1957 l'ordre de surveiller de près l'activité des groupes non enregistrés, et en particulier celle des « sectes dangereuses » auxquelles il est reproché de poursuivre une propagande anti-soviétique⁸⁷.

Le premier rapport des délégués porte donc sur les dirigeants des groupes non enregistrés et leur activité : combien de membres comptent-ils, où se réunissent-ils, quand ont-ils été créés, ont-ils procédé à une demande d'enregistrement, et dans ce cas, quelles ont été les raisons du refus⁸⁸ ? Le délégué lituanien répond précisément à ces

84. Voir A. Artizov, Ju. Sigacev et alii, *Reabilitacija : kak eto bylo*, 3 vol., M. : Meždunarodnyj Fond Demokratija, 2000-2004, N. Werth, *La terreur et le désarroi. Staline et son système*, P. : Perrin, 2007.

85. Ces chiffres sont ceux de A. Weiner, « The Empires Pay a Visit: When Gulag Returnees Encountered East European Rebellions on the Soviet Western Frontier », *Journal of Modern History* 78 (2), 2006, p. 333-376. Il est particulièrement malaisé d'évaluer le nombre de prêtres et de dirigeants de « sectes » retournés qui, condamnés pour des « crimes de contre-révolution » (article 58 du code pénal, et notamment 58.10 « agitation anti-soviétique »), n'étaient pas classés dans un groupe de détenus à part. Rappelons les chiffres concernant les prêtres catholiques arrêtés (p. 8-9) et les membres des témoins de Jéhovah déportés en 1951 (note 49).

86. Il s'agit de la lettre du 19 décembre 1956 sur « le renforcement du travail politique dans les masses et la lutte contre les attaques des éléments anti-soviétiques », voir *Doklad Hruščeva o kul'te ličnosti Stalina na XX-om s'ezde KPSS. Dokumenty*, M. : ROSSPEN, 2002, p. 393-401.

87. AESL, R-181/3/44/47.

88. ANRB, 952/4/2/1, AESL, R-181/3/47/59.

questions, mais il ne ressort de son rapport aucune information particulièrement alarmante à propos des quatorze groupes (de juifs et de baptistes uniquement) actifs dans la république⁸⁹. À l'inverse, en Biélorussie, le nombre de groupes non enregistrés s'élève à 224, or le délégué biélorusse Labus donne ce chiffre considérable sans plus de détails en 1958⁹⁰. En revanche, les rapports qui suivent présentent les conclusions des études réalisées sur ces groupes. Le délégué ne cherche pas uniquement des renseignements sur les dirigeants, mais recueille des informations sur toute la population concernée et met ainsi en garde sa direction contre l'activité des baptistes en général, notant la présence de plus en plus fréquente de jeunes gens dans leurs rangs et soulignant qu'ils parviennent à organiser à Leningrad, Minsk et Kiev des conférences à large audience au cours desquelles le libre exercice de la religion est fortement revendiqué. Il signale par ailleurs au secrétaire du Comité central du parti biélorusse et au président du Conseil des ministres des cas personnels qu'il tient pour alarmants : certains jeunes quittent le komsomol, tandis que des enfants refusent d'entrer chez les pionniers⁹¹. De longues listes des personnes impliquées sont systématiquement transmises aux autres institutions⁹² qui effectuent des « reprises en main » allant de la propagande anti-religieuse, renforcée par le « travail individuel », jusqu'à l'emprisonnement⁹³. La surveillance renforcée des « membres des sectes » entraîne des arrestations : John Anderson fait état de 1 234 fidèles non orthodoxes condamnés pour la période 1961-1964, dont 806 pour avoir enfreint les articles 142 et 227 du code pénal (violation des lois sur la séparation de l'Église et de l'État, sur la séparation de l'école et de l'Église, pratique nuisible à la santé des citoyens), les autres étant principalement condamnés au nom du décret sur le parasitisme⁹⁴. Vladimir Kozlov et Sergej Mironenko détaillent les condamnations selon l'article 58.10 pour « propagande et agitation anti-soviétique » de quelque 443 « membres de sectes » jugés pour la plupart entre 1957 et 1964⁹⁵.

89. AESL, R-181/3/47/151-152.

90. ANRB, 4/62/482/6.

91. ANRB, 952/4/16/63-71/21/5-9.

92. Citons par exemple les listes des baptistes de 6 districts de la région de Minsk envoyées en 1959 par le délégué aux responsables du parti de ces districts « pour l'utilisation dans le travail d'éducation à l'athéisme », ARM, 3651/1/4/92, 94, 98, 100, 101 ; les listes des ouvriers pentecôtistes présentées en 1960 par le délégué à la réunion du Comité régional du parti pour « l'organisation du travail d'éducation à l'athéisme dans les usines », ARM, 3651/2/10/5 ; la lettre du délégué à la Milice et au procureur recommandant en 1961 l'ouverture de poursuites judiciaires contre les « inspireurs » de groupes pentecôtistes dont les rites nuisent à la santé de leurs membres, ARM, 3651/2/11/36-37.

93. Voir le chapitre « Individual Work » dans Powell, *Anti-religious Propaganda...*, p. 119-130.

94. Anderson, *Religion, State and Politics...*, p. 61-62. La loi sur le renforcement de la lutte contre les « *tunejadcy* », personnes refusant le travail, les prostituées, les personnes revendant des vêtements importés et les dirigeants des groupes religieux non enregistrés est adoptée en mai 1961. Alekseeva rapporte 524 baptistes condamnés entre 1961 et 1971. L. M. Alekseeva, *Istoriia inakomyslija v SSSR*, Benson, Vt : Khronika Press, 1984, notamment le chapitre « Evangel'skije hristiane baptisty ».

95. On décompte 95 cas en 1957, 91 en 1958, 53 en 1957, 8 et 32 les deux années suivantes, 58 cas en 1962, 84 en 1963 et enfin, 22 en 1964. V. A. Kozlov, S. V. Mironenko, *58.10 : Nadzornije proizvodstva prokuratury SSSR po delam ob antisovetskoj agitacii i propagande*, M. : Meždunarodnyj fond demokratija, 1999.

L'identification des croyants

En comparaison avec les « sectes », les personnes recevant un sacrement sont les plus visées au sein des cultes majoritaires. À partir de 1963, alors qu'il devient possible d'évaluer le nombre total de personnes participant aux rites, les chiffres rapportés alarment le Comité central du parti : cette année-là, 60 % des nouveaux-nés en Lituanie et 41 % en Biélorussie sont baptisés, et le pourcentage atteint 80 à 90 % dans certaines localités. Mais au lieu de demander aux Conseils de pousser leur analyse plus loin — pour interpréter par exemple la différence de la pratique selon le développement économique et social des régions — la direction guidée par le Comité central exige des Conseils de ne s'intéresser qu'à une seule et même question : comment faire baisser la pratique ?

En Biélorussie, encouragés par leur administration, les délégués procèdent à la vérification des registres de rites pour obtenir des informations sur les personnes les exerçant⁹⁶, et préparent à l'attention du Comité central du parti républicain des listes de communistes, de jeunes komsomols et d'instituteurs identifiés parmi les personnes ayant reçu des sacrements⁹⁷. Ainsi le délégué biélorusse aux affaires de l'Église orthodoxe extrait-il, bon an mal an, trois, quatre et parfois jusqu'à dix personnes par région, ce qui est relativement peu en comparaison des 22 000 sacrements administrés dans une région comme celle de Minsk en 1962⁹⁸. De surcroît, un seul délégué, même aidé par des inspecteurs du Conseil, étant dans l'impossibilité d'opérer des recherches massives, la fonction d'identification des personnes passe progressivement aux commissions d'assistance avec pour effet d'augmenter considérablement la quantité des personnes identifiées. À la différence des conseils, ces commissions ont pour elles le nombre, et dans la seule région de Minsk par exemple, elles ne comptent pas moins de 1 244 membres en 1963, ce qui signifie que chaque communauté vit alors sous le regard d'une douzaine de membres des commissions⁹⁹.

L'avantage de l'effectif se double de la diversification des personnes impliquées dans la gestion de l'information. Les responsables du parti et du komsomol ne représentent que 6 % de l'effectif des commissions. La mission des commissions est, semble-t-il, pensée comme éducative : les médecins, les instituteurs et les fonctionnaires dans le domaine de la culture composent 42 % des commissions, et ce sont ces personnes qui, outre l'autorité naturelle de leur fonction, connaissent le

96. ARM 3196/2/11/210.

97. Pour des exemples de listes, voir ANRB, 951/3/63/18, 24, 136/1/4/31, 951/4/33/48.

98. ANRB, 136/1/13/23-25/24/195-109.

99. Toujours dans la région de Minsk, on retrouve parmi les membres des commissions 38 responsables du parti, 38 membres du komsomol, 417 fonctionnaires (dont 175 de la culture), 124 médecins, 321 instituteurs et 251 représentants des kolkhozes et sovkhoses. L'âge moyen est de 30 ans et le niveau d'études généralement élevé — la plupart ont reçu une éducation secondaire ou supérieure. ARM 3651/1/33/93. En 1972, les effectifs gonflent encore : on compte 1 509 membres de ces commissions (organisées en 246 unités), soit près d'une quinzaine (14,4) de membres par communauté.

mieux les habitants. Cette composition reflète parfaitement les deux nouvelles idées qui se développent au début des années 1960 : d'une part le dépérissement de l'État et le transfert de ses fonctions à la société civile, et d'autre part le passage de la période de la dictature du prolétariat, c'est-à-dire la période de la liquidation ou de la soumission des groupes sociaux adverses, à un « état populaire » basé sur le consentement¹⁰⁰ obtenu grâce aux méthodes de persuasion et d'éducation des masses.

Comme les délégués des Conseils, les membres des commissions ne s'intéressent qu'aux membres du parti, du komsomol, aux enseignants et aux fonctionnaires d'État. Telle est la tâche qu'ils se sont fixée comme le montre le « plan de travail » conservé aux Archives du conseil de la région de Minsk, dont la procédure comporte deux étapes : les commissions, en vérifiant les enregistrements des sacrements, recopient les listes des personnes et les envoient aux conseils exécutifs locaux qui identifient les membres du parti, du komsomol, etc¹⁰¹. Ainsi complétée, la liste est envoyée au délégué de la région qui se charge d'alerter par courrier le parti, le komsomol, ou les administrations dont relèvent les individus en question¹⁰². Quand, parmi ces derniers, se trouvent des « étrangers », qu'ils proviennent d'un autre district, d'une autre région ou d'une autre république, le délégué envoie l'information au délégué de l'instance correspondante ; de même, il arrive que des informations similaires soient adressées au délégué qui, à son tour, apprend lesquels de ses concitoyens (Biélorusses) ont reçu un sacrement ailleurs en URSS¹⁰³. C'est que ces « étrangers » étaient particulièrement suspectés car leur déplacement était interprété comme la preuve d'une volonté de cacher leurs agissements.

Il est difficile d'évaluer le danger que couraient ces personnes car leurs cas étaient étudiés par les comités des districts du parti et du komsomol dont les archives restent inaccessibles. Certaines personnes ont été expulsées du komsomol et même des universités¹⁰⁴, mais il s'agissait davantage d'une force de dissuasion que d'une règle. Il semble que la technique du « travail individuel » a été privilégiée. Concrètement, les personnes identifiées étaient soumises à des entretiens individuels et répétés avec le responsable de la cellule, du syndicat ou du komsomol de son lieu de travail ou d'études, censé les persuader de renoncer à leur attitude incompatible avec

100. Selon la théorie développée en URSS par Otto Kuusinen. Ce communiste finlandais, fondateur du PC en Finlande et secrétaire du Komintern, accède à la présidence du Soviet suprême de la République de Carélie-Finlande (1940-1956) avant de devenir membre du Présidium du Comité central du parti communiste de l'Union soviétique. Proche collaborateur de Hruščev, il a fortement influencé les concepts et l'idéologie du nouveau programme du parti, S. Žuravlev, « *Otto Kuusinen, 'poslednij boec leninskoj gvardii'* » (sous presse).

101. ARM 812/1/45/1.

102. On trouve grand nombre de ces lettres dans les archives des conseils régionaux. ARM 812/1/21/5, 812/1/46/84-96.

103. ARM 812/1/21/15, 812/1/26/15.

104. H. L. Biddulph cite un de ces cas faisant l'objet d'une publication dans *Komsomol'skaja pravda*, Howard L. Biddulph, « Religious participation of youth in the URSS », *Soviet Studies*, 31 (3), 1979, p. 432.

les idées marxistes. Nous pouvons néanmoins supposer que la plupart des membres du komsomol et du parti — dans une proportion difficile à évaluer précisément — choisissaient la tactique de l'évitement, la pratique des sacrements « clandestins » était néanmoins connue des délégués des Conseils. Enfin, il faut compléter le tableau avec l'adhésion aux nouvelles valeurs soviétiques, et notamment aux cérémonies civiles, introduites en 1964, visant à remplacer les sacrements.

En Lituanie, les choses se passent différemment. Bien avant la réforme, le conseil pour les cultes présente des données exhaustives sur le nombre de rites religieux, données qui lui sont fournies par le secrétariat des diocèses dès 1951. Compte tenu de l'avance qu'il possède sur d'autres républiques, le délégué lituanien du conseil pour les cultes présente dès 1959 le pourcentage de rites religieux par rapport aux actes d'état civil correspondants. Ceci étant, le rapport n'est pas pour autant exhaustif car il ne traite pas la communauté orthodoxe qui reste dans l'ombre¹⁰⁵ ; en outre, il présente ses résultats pour les catholiques, les luthériens, les membres de l'église réformée et les vieux-croyants, mais non pour les juifs qui pratiquent les rites à domicile sans les enregistrer. Cette situation perdure de 1963 à 1966 en Lituanie où le système d'information était pourtant en quelque sorte « en avance ». Il apparaît ici que l'exhaustivité demeure un objectif plus qu'une réalité, toutes les confessions ne seront couvertes de manière égale qu'après 1966.

Alors que le réaménagement institutionnel du début des années soixante charge les conseils des églises de collecter et transmettre l'information aux délégués, la Lituanie semble conserver sur ce point un régime particulier. Nous ne pouvons en effet exclure que l'information sur les rites ait continué à être fournie par les diocèses et non par les conseils des églises comme partout ailleurs, comme le prévoyait la réforme de 1962. S'il y a eu transfert d'une institution à l'autre, nous devrions en trouver trace à travers des négociations avec les autorités ecclésiastiques, et voir des tensions se faire jour en conséquence. Or rien de tel ne filtre dans les rapports du délégué. De plus, les commissions d'assistance lituaniennes ne s'occupent jamais de vérifier les nouveaux registres de rites, ce qui suggère que ces derniers pouvaient fort bien ne pas exister, les seuls registres dont le délégué mentionne régulièrement l'existence étant les anciens registres de recettes et de dépenses. D'après le témoignage d'un ancien prêtre auprès d'un délégué, les prêtres catholiques sont restés les seuls maîtres de leurs communautés en Lituanie. En fait, les comités des églises influencés par les prêtres tenaient un double jeu de registres : les uns, présentés aux autorités civiles et ecclésiastiques minimisaient les recettes de sorte à équilibrer les dépenses mais sans plus, et les autres, au contraire, reflétaient la vraie situation¹⁰⁶. Dans cette perspective, il est très probable que la situation soit demeurée pérenne, et aussi bien pendant la première que pendant la

105. Le délégué du conseil pour l'Église orthodoxe présente pour l'année 1960 le total des rites sans calculer de pourcentage. Les données chiffrées disparaissent entre 1960 et 1966, années qui voient la fusion des deux conseils en un seul.

106. AESL, R-181/3/72/46-47.

seconde période, ce sont les chefs des diocèses qui fournissent au délégué son information, laquelle ne porte que sur le nombre de rites.

Dans ce contexte, la structure des rapports annuels du délégué lituanien pour les cultes se fige peu à peu. Outre la place classique réservée à l'analyse de la pratique religieuse à partir de chiffres globaux sur le nombre des rites¹⁰⁷, les rapports font état de sermons de prêtres que lui transmettent les commissions d'assistance. Enfin, trois autres sources d'informations émergent. Le délégué lituanien utilise dans chaque rapport des lettres envoyées aux rédactions des quotidiens. Ces lettres narrent avec une belle constance l'histoire de personnes perdant la foi et s'éloignant de leur église (en pratique il s'agit de l'Église catholique)¹⁰⁸. Le délégué s'appuie aussi sur des enquêtes sociologiques menées par les organisations du parti ou du komsomol auprès de lycéens et d'étudiants, enquêtes qui s'attachent à mesurer la proportion de croyants parmi les jeunes¹⁰⁹. Il utilise enfin des témoignages de membres des comités du komsomol sur les cas de lycéens, étudiants ou instituteurs ayant participé à des cérémonies religieuses collectives ou ayant refusé d'entrer au komsomol¹¹⁰. Ces trois sources possèdent un dénominateur commun : elles émanent d'instances extérieures à l'administration des cultes ; mais elles sont loin de pouvoir fournir des informations aussi abondantes et systématiques que les commissions d'assistance en Biélorussie.

Conclusion

Il apparaît en premier lieu que depuis son élaboration en 1946, la classification de la vie religieuse ne change pas au cours de la période étudiée : les Conseils distinguent trois groupes de personnes, prêtres, membres actifs et croyants, et mesurent la foi à travers la pratique religieuse. Néanmoins, à l'intérieur de cette classification s'opère une importante transformation entre 1957 et 1962. Découlant d'un schéma unique arrêté pour toute l'URSS en fonction d'une vision globale du monde, le système recherche l'exhaustivité : l'information jusque-là personnelle et limitée à l'égard d'un nombre de responsables, les prêtres et les représentants des communautés, concerne désormais l'ensemble des pratiquants. Alors qu'elle ne circulait dans la période précédente que sur des canaux prédéfinis — le KGB, le parti et les gouvernements républicains et centraux —, l'information devient désormais une connaissance commune à travers la multiplicité des institutions participant à sa collecte. En dépit du caractère spectaculaire de cette transformation, il serait tentant d'y voir une simple bureaucratisation de la pratique administrative due à l'accumulation d'expériences et

107. Les chiffres alimentent des commentaires sur la baisse « trop lente » (1 % par an environ) du pourcentage des rites religieux par rapport aux actes d'état civil correspondants.

108. AESL, R-181/3/65/5-7.

109. Les archives conservent des extraits de quelques résultats de ces enquêtes, mais non les enquêtes elles-mêmes, AESL, R-181/3/65/8.

110. AESL R-181/3/65, p. 12-13. Les trois types d'information sont identiques dans tous les rapports à partir de 1961. Voir l'exemple de l'année 1963 pour les trois dernières notes.

à l'amélioration des conditions de travail : un perfectionnement se réalise effectivement dès les premières années d'activité des Conseils. Cependant, la transformation du système d'information témoigne également d'un changement profond de l'objet de contrôle de l'État en matière religieuse.

Ainsi, durant la période 1943-1956, seuls les prêtres sont considérés comme acteurs. Le contrôle officiel et légal à travers la procédure d'enregistrement, de même que le contrôle policier, passent alors par la maîtrise de ce groupe et de ceux qui leur sont proches, c'est-à-dire les responsables des communautés. Dans le système social mis en place par Hruščev dans la seconde moitié des années cinquante, la persuasion remplace la coercition : pour éduquer, il s'agit d'abord d'identifier les sujets. Le poids du contrôle est alors déplacé sur les fidèles eux-mêmes, tant par la procédure légale d'enregistrement minutieux des personnes recevant les sacrements, ce qui permet leur identification, qu'au-delà de la légalité par la transmission de l'information obtenue à de nombreuses instances qui l'utilisent comme moyen de pression¹¹¹.

Mais en dehors de la transformation du système de contrôle, le rôle de cette administration n'évolue pas sur l'ensemble de la période étudiée en tant qu'acteur au service du gouvernement : les Conseils ne sont pas véritablement utilisés comme un outil de compréhension du monde des croyants, puis pour l'élaboration d'une politique fondée sur ce savoir. La collecte d'information, telle qu'elle s'exerce sur les prêtres, les responsables des communautés ou les simples fidèles, sert principalement à identifier les individus. Aussi les Conseils ne contribuent-ils pas à évaluer le phénomène social que représente la religion, mais constituent-ils essentiellement des relais censés permettre la réussite d'un projet politique déjà annoncé¹¹².

Reste à peser si ce nouveau contrôle était plus opérant que le premier. Rappelons le principe selon lequel plus un système est efficace, moins il connaît de déviance. Évalué à l'aune de la baisse de la pratique religieuse, le système de contrôle apparaît très efficace puisque mis sous pression et, bien que toujours plus nombreux, les fidèles abandonnent la pratique des sacrements qualifiés de superstitions : en Lituanie, la proportion de baptisés chute très fortement, passant de 84 % en 1959 à 33 % en 1985 ; en Biélorussie, elle tombe de 41 % en 1963 à 17 % en 1984. Toutefois, si la population croyante accepte progressivement de se passer d'une pratique formelle et visible, il n'en va pas de même pour la foi, et les délégués des Conseils signalent une forte augmentation de la pratique souterraine qu'ils ne parviennent

111. Ce déplacement d'intérêt vers les fidèles ne signifie pas la diminution du contrôle exercé sur les prêtres et les responsables des communautés. D'après le témoignage des membres d'une commission spéciale auprès du Conseil suprême qui enquêtait sur le putsch d'août 1991, le rôle principal dans le contrôle de la vie religieuse appartenait au KGB qui tenait sous son contrôle l'ensemble de la hiérarchie ecclésiastique et des clergés orthodoxe, musulman, baptistes et autres. Voir G. Jakunin, *Podlinnyj lik Moskovskoj Patriarii*, M. : Vestnik Moskovskoj Patriarii, 2000 et I. Maslova, « Vatikanskoe napravlenie : iz istorii sekretnykh operacij KGB », *Religija i pravo*, n° 2, 2005.

112. Ceci rejoint les conclusions d'Alain Blum et Martine Mespoulet concernant l'administration de la statistique soviétique. A. Blum, M. Mespoulet, *L'anarchie bureaucratique : Statistique et pouvoir sous Staline*, Paris : La Découverte, 2003.

plus à contrôler. De plus, une forte dissidence religieuse se mobilise et fait valoir ses droits en gagnant en force d'une année sur l'autre, mais qualifiée en tant qu'activité « anti-soviétique » et non pas religieuse, elle échappe également au domaine des Conseils. De sorte qu'une institution spécialement créée pour gérer et contrôler la vie religieuse n'est plus à même de remplir ses fonctions et l'État soviétique n'a pas d'autre choix que de recourir de nouveau à la répression.

Force donc est de constater un double échec dans le domaine religieux pour le gouvernement. En effet, celui-ci met en place d'une part une institution dont il ne se sert que très partiellement et dont les objectifs annoncés à la création n'ont jamais été atteints ; d'autre part, par sa simple existence, la structure administrative spécifique que représentent les Conseils apporte aux gouvernés un interlocuteur réel qui, à rebours du caractère secret de la plupart des décisions politiques et malgré la politique officielle hostile qu'elle véhicule, renforce ceux contre lesquels elle est utilisée, préparant ainsi sa propre défaite.

*Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre européen
EHESS*

lena_lapatni@yahoo.fr.